

ROUGE

hebdomadaire d'action communiste

TOUT LE LIVRE CONTRE AMAURY !



Barrage des travailleurs de l'imprimerie du « Parisien Libéré »

ESPAGNE : LA GREVE DU 11 JUIN (P. 12 ET 13)

PONIA LA MAIN DANS LE SAC (DOCUMENTS P. 18 ET 19)

sommaire

POLITIQUE

Contre les flics dans les usines: le Défi - P. 3
L'autogestion et le PS - P. 6
Le PSU après la fête - P. 7
Notes politiques: l'élection du Havre - P. 8

SOCIÉTÉ

Contre l'ignoble exploitation: la lutte des prostituées - P. 4
Interview de Barbara - PP. 4 et 5

LUTTES OUVRIÈRES ET SYNDICATS

50.000 jeunes chômeurs à vendre I - P. 9
La lutte au Parisien Libéré - PP. 10 et 11
Chausson: interview d'un travailleur immigré - PP. 12 et 13
CGT: et la lutte des soldats ? - P. 13

INTERNATIONAL

Après la grève du 11 juin - P. 14
Echos de la mobilisation en France - P. 15
Répression en Argentine - P. 16
Le Portugal vu par l'OCI: d'où leur vient ce béguin pour la social-démocratie ? - P. 16-17
Cambodge: la reconstruction en cours - P. 17

ARMÉE

Ponia la main dans le sac: un flic au CDA. - PP. 18 et 19

DOCUMENT

Les manipulations génétiques - PP. 20 et 21

LIVRES- CINEMA

Thorez: le stalinisme aux couleurs de la France - PP. 22 et 23

« Rouge » - 10, Impasse Guéméné - Paris 75004

Téléphone: 272 88 96 et 272 68 82

Directeur de publication: H. Weber
Imprimerie N.P.P.

N° 304. Vendredi 13 juin 1975.

encore 2600 lecteurs de plus fin juin ?

Pas d'augmentation notable des ventes cette semaine pour le n° 303. Mais pas de régression non plus: nous en sommes restés au gain de 2400 lecteurs nouveaux à la suite du « bond » de 700 ventes supplémentaires au n° 302.

La période de l'année dans laquelle nous entrons n'est pas la plus propice pour élargir l'implantation d'un journal. Cependant il reste encore 3 numéros hebdomadaires d'ici la fin juin et il y a des dizaines de centres de diffusion militante qui, à Paris et en province, n'ont pas encore entrepris l'effort suffisant. Cela dépend d'eux: pourrions-nous atteindre, si tous se mobilisent dès cette semaine les 5000 lecteurs nouveaux que nous nous étions fixés comme objectif...? Au moins nous pouvons encore approcher ce chiffre! Encore 2600!

Le fait d'avoir gagné 2400 lecteurs (traduit sur le plan de l'équilibre budgétaire, cela fait une rentrée de 7.200 F de plus par numéro, soit près de 2,9 millions d'anciens francs par mois) ne nous avantage pas uniquement sur le plan financier mais cela nous prouve que sur le plan politique, une amélioration de la qualité du journal élargit notre audience à un public toujours disponible. C'est évidemment un encouragement pour l'effort militant systématique de vente. C'est aussi un signe pour le quotidien.

Mais tiendrons-nous « le coup » pendant juillet et août? La bonne vente du journal pendant cette période estivale nous est nécessaire pour ne pas « bouillonner » et perdre une progression durement acquise. Nous avons décidé de paraître hebdomadairement tout le mois de juillet. En août, sauf nécessité issue de l'actualité, nous publierons un seul numéro spécial. La reprise normale de parution hebdomadaire se fera le 30 août.

Nous nous adressons à nos nouveaux lecteurs: n'abandonnez pas le journal pendant vos vacances, il y a mille façons de continuer à vous le procurer, soit en vous le faisant envoyer par le militant auquel vous l'achetez régulièrement, soit en le demandant aux kiosques de vos lieux de vacances dès votre arrivée. Dans l'hypothèse où vous ne pourriez vous le procurer sur place, écrivez-nous pour nous signaler le manque ou l'insuffisance afin que nous y fassions suppléer. Nous avons prévu aussi des ventes sur les plages, le long des côtes du midi et, par exemple, aussi au Festival d'Avignon.

Pour ceux qui ne partent pas en vacances, les ventes régulières seront maintenues au maximum et chaque centre de diffusion prend les mesures dans ce sens.

Alors? Pas de raison de ne pas acheter Rouge...! Aidez-nous à maintenir le chiffre de ventes élevé que nous avons atteint et à progresser encore...



Chers camarades,
Vous trouverez ci-joint un chèque postal de 60 F à l'ordre de « Rouge » pour un abonnement de 6 mois et un autre de 100 F à l'ordre de P.Chenot pour la souscription du quotidien.

D'autre part, quelques remarques sur le quotidien. En effet, au risque d'aller « contre le courant » général, j'espère que celui-ci ne ressemblera pas au quotidien « Rouge » paru l'année dernière. Il s'était amélioré vers la fin, mais était encore loin de ce qu'on est en droit d'attendre d'un quotidien communiste révolutionnaire. En gros: il me semble primordial de supprimer la première page dessinée de l'époque (et de ne pas la remplacer par une photo genre hebdo actuel) pour gagner de la place et faire plus sérieux dans le concert de la presse...

— de limiter fortement les dessins à l'intérieur. Un quotidien, surtout communiste n'est pas un journal satirique. De l'humour, d'accord, mais pas de la gaudriole! — de multiplier enquêtes, dossiers, débats à suivre, sur tous les sujets, des plus théoriques aux plus quotidiens — de parler des livres communistes qui sortent (les notes) livres dont on ne voit jamais de compte-rendus dans l'hebdo actuel, — et surtout, surtout de donner dans chaque numéro une information complète dans tous les domaines (lutes ouvrières, politique intérieure, étranger). Ces informations peuvent être brèves et peuvent se passer d'analyses quand ce n'est pas nécessaire, mais elles doivent 1) armer le militant, 2) faire du quotidien un journal à part entière, susceptible de concurrencer d'autres quotidiens et donc de gagner des lecteurs.

MEETINGS

Parmi les meetings récents, notons Dijon où il y a eu 200 personnes avec Daniel Bensaid sur « Ou va le Portugal », au Havre où 300 personnes ont écouté et débattu l'exposé d'Alain Krivine sur « Les révolutionnaires face à la crise », à Chartres, le 6 juin où une cinquantaine de participants ont longuement discuté l'exposé de Filoche sur le Portugal, à Sarcelles, le 7 juin où une projection de « l'heure des brasiers » était accompagnée de discussions sur la situation en Argentine.

Maintenant nous avons lieu un meeting à La Rochelle sur le Portugal, le 19 avec Filoche, à Brest sur l'Indochine avec Rousset le 11, à Caen le 12 avec Rousset aussi, le 20 à Fougères et le 27 à Beauvais avec Krivine.

rédacteur en chef du Nouvel-Observateur à Daniel Bensaid.

Camarade, confrère, ou homonyme!

Votre raisonnement est juste. Vos informations sont fausses. Au cas où l'avis de « l'indéfectible Daniel et l'armoyant » vous intriguait, je ne suis ni pour Soares ni pour Cunhal. J'ai vécu l'histoire de « Republica » du côté du M.F.A. et des rédacteurs. Ce que vous dites est faux, factuellement, historiquement, subjectivement, objectivement. Votre version est celle, balante de l'intersyndicale et de Séguy.

Mais qu'avez-vous à faire des faits. Sans illusion

Jean Daniel

1) Jean Daniel se contente d'opposer ses informations aux nôtres, sans arguments ni démonstration.

2) Il doit bien reconnaître que son éditorial était une apologie de Mario Soares, petit homme seul dans la bataille pour la liberté.

3) Quant au stalinisme, nous n'avons pas attendu Jean Daniel pour le combattre, et nous l'avons payé assez cher, en persécutions et assassinats, pour ne pas accepter de leçons sur ce point de sa part.

4) Comme les faits nous intéressent énormément, nous serions tout à fait disposés à en débattre avec Jean Daniel, dans les colonnes de « Rouge » ou dans celles du « Nouvel-Obs » au choix; et nous le lui faisons savoir par lettre.

5) Mais nous doutons qu'il accepte cette proposition vu que, la dernière fois qu'il avait sollicité de nous une lettre sur la nouvelle formule de son journal, après avoir voulu la censurer, il l'avait tout simplement mise au panier; ce qui, soit dit en passant, illustre une certaine conception du droit à la contre-information.

6) Jean Daniel perd son sang-froid.

D.B

Camarades, quelques remarques sur le N° 302

L'article sur le 39^e congrès CGT: c'est sa conception qui me paraît douteuse. Il est centré sur les évolutions tactiques de la CGT depuis 72. Mais les multiples références, forcément elliptiques, ne sont pas forcément rassemblées dans la tête du lecteur. Certaines phrases ne sont pas claires du tout: « novembre 72: le C.C.N. de la C.G.T. arrête le principe de limiter les initiatives confédérales aux objectifs prioritaires, tout en assurant à tous les niveaux la poursuite de l'action sans attendre les initiatives nationales. »?? ou encore: « Il est vrai que quand on se fixe comme perspective de passer d'un syndicalisme d'opposition à un syndicalisme de gestion... » et tout le paragraphe jusqu'à la fin.

Je vois mal ce qu'un militant C.G.T. non-initié peut comprendre à ça. L'article qui précédait de Périer, avait le mérite de dire ce qu'est, en fait un congrès CGT. C'était clair. Maintenant, ce qui serait utile, c'est des articles d'armement sur des questions centrales du document confédéral pour le congrès. Dire que la nature des documents n'incite pas à la discussion ne supprime pas la nécessité de répondre et de donner le contre-argumentation. Notamment sur les points suivants:

— la solution du problème du chômage pour la relance de l'économie.

— la question d'un modèle de développement économique national, contre les multinationales apatrides.

— la critique de fond du plan économique de la CGT dans lequel s'intègre son plan d'action.

— le problème de l'unité syndicale, en partant de ce qui est dit dans les textes.

Nos camarades sont, bien sûr contre le programme commun, ils sont tellement convaincus qu'ils éprouvent rarement le besoin d'en avoir une connaissance approfondie et ne savent pas toujours le critiquer à fond.

Thomas D. Marseille

ABONNEMENT

particuliers	FRANCE		ETRANGER	
	1 an	6 mois	1 an	6 mois
sous pli ouvert	120 f	60 f	150 f	75 f
sous pli fermé	200 f	100 f	250 f	125 f
collectivités				
sous pli ouvert	100 f	50 f	120 f	60 f

Paiement à l'ordre de « Rouge »,
10, Impasse Guéméné, Paris 4^{ème}
par virement écrit à « Rouge ».
Seules les demandes accompagnées du règlement
sont prises en compte. Joindre 3 F et la dernière bande pour
un changement d'adresse.

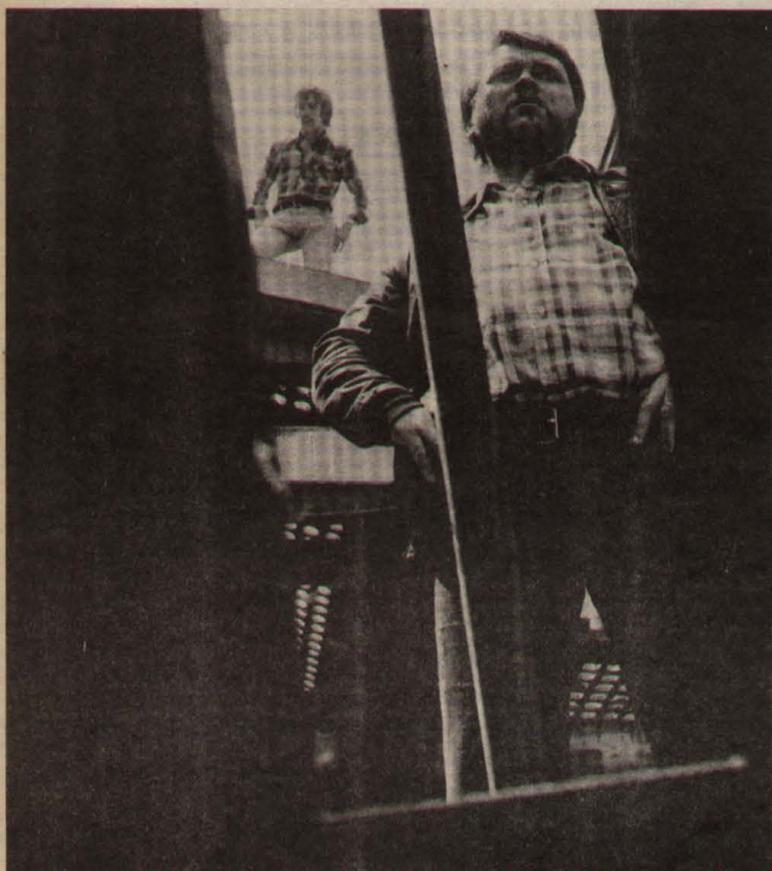
je désire m'abonner à
ROUGE

NOM.....

ADRESSE.....

ABONNEMENT DESIRE.....

LE *Contre les agressions fascistes et policières* DEFI *il faut dès maintenant lancer un avertissement à la bourgeoisie...*



Simonet

Le 9 juin, le tribunal des référés a donné le feu vert à la police pour intervenir contre les grévistes du *Parisien Libéré*. Après le scandale des numéros pirates imprimés en Belgique et à Chartres, convoyés et diffusés sous la protection des flics, c'est un nouveau défi lancé au mouvement ouvrier.

Face à cette menace, les travailleurs se sont donnés les moyens d'assurer la défense de leur entreprise (cf. p. 10). La CGT du Livre a appelé à une grève générale sur la presse et le labeur dès l'intervention de la police.

De leur côté, les directions confédérales de la CGT et de la CFDT ont appelé à une « *journée de protestation et de manifestations* » le jeudi 12 juin contre les agressions fascistes et policières qui se sont succédées à Usinor, Chausson, à la CFEM de Rouen.

Le Bureau Politique de la LCR a appelé à participer massivement à cette initiative. Il est grand temps, après la trop longue série d'interventions de flics et de nervis contre des grévistes, qu'enfin les directions syndicales se déclarent décidées à organiser la riposte. Nous qui n'avons jamais été de ceux qui célébraient « *le calme et la dignité* » d'ouvriers chassés sans résistance de leur usine, ni de ceux qui évitaient de trop parler des agressions fascistes « *pour ne pas leur faire de publicité* » nous ne pouvons que nous en féliciter.

Mais, si l'organisation au niveau national d'une journée de protestation est une première riposte, elle servira plus à « *marquer le coup* » face au gouvernement et au patronat qu'à donner des perspectives concrètes aux travailleurs qui demain seront menacés de semblables agressions.

Il faut dès maintenant lancer à la bourgeoisie un avertissement solennel, qui trace une ligne de riposte pour les luttes présentes et à venir : les travailleurs ne toléreront plus que des flics ou des nervis les chassent de leur usine pour l'occuper à leur place. Et, pour que cet avertissement soit entendu :

— protégeons nos grèves, renforçons les piquets d'auto-défense. Que la police sache que si elle veut rentrer, ce ne sera pas sans mal.

— prévenons le patronat que pour chaque usine investie, c'est une riposte immédiate de l'ensemble des travailleurs à laquelle il devra faire face : toutes les usines de la région avertiront qu'elles sont prêtes à débrayer immédiatement en cas d'intervention policière et à se rendre sur place.

La bourgeoisie veut faire payer la crise de son système à la classe ouvrière. Si elle réussit, il y aura à l'automne une nouvelle baisse du pouvoir d'achat et un million et demi de chômeurs. Pour tenter de faire passer ces objectifs, elle n'a qu'une seule carte : celle de la fermeté. L'intox, la répression antisyndicale, les flics... elle ne reculera devant aucun moyen.

A Renault, aux PTT, à Usinor, à la Seita, le gouvernement a montré qu'il n'entendait rien céder. Pour nous la leçon est claire : refuser de faire les frais de la crise, imposer aujourd'hui nos revendications, ne pas plier devant la violence patronale et gouvernementale, c'est prendre les moyens de remettre en cause ce régime. C'est préparer une contre-offensive ouvrière capable de démettre ce gouvernement de vie chère et de chômage et d'imposer un gouvernement des organisations ouvrières répondant aux exigences des travailleurs mobilisés.

Le 11 juin
F.L.

CONTRE L'IGNOBLE EXPLOITATION

la prostitution à l'ombre du pouvoir

Des prostituées à Lyon d'abord, puis à Marseille, Nice, St-Etienne, Grenoble, Paris, ont fait grève et occupé des églises : leurs revendications portent sur la fin des persécutions policières dont elles sont victimes, et l'établissement d'un statut d'assurée sociale qui en ferait des travailleuses à part entière.

La loi Marthe Richard, à la Libération, a fermé les « maisons closes » et interdit le racolage sur la voie publique. La prostitution ne s'en n'est pas moins développée, à l'ombre du pouvoir qui utilise les souteneurs comme indics, à l'ombre de l'oppression des femmes, à l'ombre de l'aliénation sexuelle masculine. « Le plus vieux métier du monde » comme disent les imbéciles, c'est d'abord le produit d'une société qui ne donne pas du travail aux femmes et qui ne leur laisse parfois que ce moyen pour vivre.

Paroxysme de la violence faite aux femmes — vendre son corps devenu objet passif, manipulable et méprisé — la prostitution illustre aussi le degré d'aliénation des hommes : payer pour jouir, d'une jouissance brève, morne, avec en prime, la certitude pour le plus misérable, le plus opprimé, qu'il y a plus bas que lui, la putain !

Pour nous révolutionnaires, il ne peut y avoir d'ambiguïté : la prostitution est intolérable et une société socialiste devra la faire disparaître. Il est illusoire de penser qu'une quelconque libération des femmes pourra intervenir sans que soit extirpé ce qui n'est somme toute que le pendant de la situation de la femme dans la famille : il y a les femmes qui font les enfants, la vaisselle, et il y a

celles qui sont la soupape de sûreté d'une société où la sexualité est brimée. Brimée... mais on enseigne aux hommes (pas aux femmes) que « baiser » fréquemment est la preuve d'une virilité accomplie !

C'est pourquoi nous ne soutenons pas la revendication des prostituées d'obtenir un statut. Nous ne croyons pas à la possibilité que la prostitution disparaisse dans la société capitaliste ; mais nous refusons de cautionner son institutionnalisation. La lutte pour la libération des femmes, prostituées comprises, commence dès maintenant par le droit au travail pour toutes les femmes, le droit à une formation professionnelle, le droit à une protection sociale.

Mais notre position sur ce sujet n'implique pas que nous accordions aux flics le droit de maltraiter les prostituées, de leur faire subir brimades, vexations ou violences. C'est pourquoi nous soutenons leurs revendications contre la répression et le proxénétisme policier.

Combien est révélatrice de l'hypocrisie bourgeoise la façon dont les ministres se renvoient le problème soulevé par les prostituées. Car c'est leur société, aux Giroud, Poniatowski et autres, qui engendre et entretient la prostitution. L'ignoble exploitation qui en résulte donne envie à elle seule de la détruire.

Frédérique

INTERVIEW

« vous une putain, c'est pas possible... »

Pour Giroud, on n'est pas des femmes, on est des « objets pour la police »...

Elles étaient 200 dans l'église de St Nizier à Lyon. L'une d'elles, Barbara nous a accordé une interview. Sans être exactement représentative de ce que pensent l'ensemble des prostituées, elle témoigne de ce qu'est leur condition et de ce que sont leurs problèmes.

Barbara. — Actuellement, Pradel, Giroud, chacun se renvoie la balle. Pradel a peur de passer pour un proxo, Giroud ne veut pas s'occuper de nous ; elle considère que nous ne sommes pas des femmes, faut croire.

Ponia jusqu'à présent on l'a pas entendu, il y a les flics en dehors de l'église, mais il n'a pas fait de déclaration.

On commence seulement à se rendre compte qu'on existe, qu'on est des êtres humains. Jusqu'à présent, personne ne s'en était rendu compte. Il y a des journalistes qui nous ont dit : « Tiens, vous savez parler !... » (1) ;

Mais nous sommes des femmes à part entière, pas seulement des objets, des sexes, nous sommes des femmes qui briquons nos planchers, qui faisons notre popote, qui sommes au cul de nos gosses, comme toutes les femmes.

• Et pourquoi ces femmes sont-elles venues à la prostitution ?

B. — On se prostitue à tous les niveaux de la société. Si les femmes arrivent à la prostitution la plus courante, dans la rue, c'est parce qu'élever une famille avec 2 enfants, avec le SMIG, c'est pas possible, on n'arrive pas à avoir assez d'argent pour vivre. Ce sont surtout des femmes seules, beaucoup de divorcées, parce que les maris ne payent pas les pensions, parce qu'il faut élever les enfants, payer les études, il faut de l'argent qu'on a pas comme ça.

Et si une vendeuse est obligée de faire une passe en plus le soir pour boucler sa fin de mois, c'est pas tellement elle est qui est à critiquer, c'est la société qui donne un petit salaire pour un maximum de boulot et qui permet pas de vivre, et qui donnera jamais le même salaire à une femme qu'à un homme.

La femme cadre aura pas la même paye que l'homme cadre. *Dans toute femme, dans cette société, il y a qu'elle le veuille ou non, une petite putain qui sommeille. C'est la société qui l'y pousse.*

Si une femme veut garder son boulot et que son patron veut coucher avec elle, elle va devoir le faire pour ne pas être à la rue.

• Tu parles surtout des femmes qui se prostituent seules. Y-a-t-il beaucoup de proxénètes ?

B. — Il y a plusieurs choses : il y a la jeune femme qui n'a rien, et qui sait qu'elle n'aura jamais rien, et qui s'achète un petit peu d'amour, comme on s'achète un peu de tendresse. Elle va peut-être le trouver avec un petit ouvrier qui la plaque, et pour qu'il reste elle va lui offrir une chaîne, quelque chose pour qu'il reste. Ce type là si la police le sait, elle va lui dire « vous êtes un proxénète »

Et puis il y a le grand proxénète, qui sert, je crois que je ne vais pas te l'apprendre pour les élections, pour la politique, parce qu'il file la petite enveloppe, comme ça en douce pour les affiches, pour ci, pour ça. A ceux-là qui sont à un grand échelon, on leur dit rien. On va prendre le petit mec qui va vivre avec une prostituée, qui va peut-être un peu profiter de son pognon, mais on va rien dire à l'autre qui a peut-être un réseau de prostituées en France ou même à l'étranger.

Mais le plus grand proxénète, c'est l'Etat : entre les PV et les impôts, il nous prend les 3/4 de ce qu'on gagne.

Rien que les PV en France rapportent 150 milliards anciens à l'Etat par an. C'est un chiffre prouvé. Maintenant, ils veulent nous imposer sur cinq ans en



● La police prétend lutter contre la prostitution. Mais vous aide-t-elle à en sortir, et comment ? Comment trouver du travail ?

B.— C'est difficile de changer de métier. D'abord parce que nous on est libres, on va, on vient, on n'a pas d'heures, on fait ce qu'on veut. Alors qu'en travaillant on a quand même des horaires réglés. On gagne de l'argent ; on en dépense pas mal d'ailleurs car on a pas mal de frais pour continuer à en gagner.

Pour une prostituée qui travaille depuis 5 ans, elle peut s'en sortir, au bout de 10 ans, c'est très difficile, on n'a même plus envie, parce qu'elles peuvent plus faire autre chose, elles ont tellement l'habitude d'être insultées.

Ensuite, il ne faut pas trouver n'importe quel travail, nous avons presque toutes des enfants. Il faut bien plus que le SMIG. Le SMIG est à 123.000 F : ma nourrice prend 110.000 F pour mes deux enfants. Il me resterait 13.000 anciens francs pour vivre. Si je suis seule avec deux enfants, la paye y passe, on ne peut pas travailler. J'ai voulu arrêter à la rentrée des classes pour être nourrice. On m'a dit : « Vous une putain, c'est pas possible, il n'en est pas question ». Une putain peut pas se permettre d'être nourrice. Il y en a pourtant beaucoup qui sont de très bonnes mères et qui adorent les enfants. Je voudrais entrer dans une école, j'espère qu'ils ne me feront pas foutre à la porte. Je voudrais avoir un CAP, j'espère que ça marchera, mais la police peut téléphoner pour dire que dans l'école il y a une prostituée.

Je pense que la police, quand elle a en face d'elle une femme qui veut s'en sortir, elle devrait plutôt se préoccuper de lui trouver un métier et ça elle ne le fait pas, au contraire, et l'Etat non plus, absolument rien. Quand on va voir le flic pour lui dire : « Voilà, on veut se faire déficher », il te regarde avec un sourire, en te faisant signer sur un bout de papier déchiré d'un carnet une déclaration disant « je ne travaille plus à partir de telle date ». Ça les fait rire parce qu'ils n'y croient pas. Ils ne te disent pas « Oui, vous avez raison, qu'est-ce que vous avez l'intention de faire, etc. on va peut-être vous aider ». Non, ça, pas question. La seule chose qu'ils disent c'est : « On te reverra ».

Il y en a beaucoup, beaucoup qui veulent s'en sortir, mais le problème c'est qu'en ce moment en France il y a beaucoup de chômage ; alors si toutes les prostituées disent : « apportez-moi un travail qui me permette de vivre en chef de famille », je ne sais pas ce que fera Giscard. Il lui sera bien impossible de répondre à ce genre de choses. Quant à Giroud... de toute façon il n'y a pas assez de travail en ce moment en France, pour les femmes surtout, et pour Giroud, on n'est pas des femmes. Alors !... Pourtant elle qui est à la condition féminine, elle avait une bonne occasion de faire quelque chose, de prouver qu'elle était pour les femmes. Parce que c'est bien beau de discuter sur la Fête des mères, et ci, et ça... Mais qu'elle s'occupe de nous en tant que femme. Et elle, elle a dit que c'était pas son problème, mais celui de Ponia. Pour elle, on n'est pas des femmes, on est des objets-pour la police.

● Comment vous situez-vous par rapport aux autres femmes ?

B.— Par rapport à toutes les femmes qui luttent et qui travaillent, nous ne sommes sans doute que quelques unes parmi nous à nous rendre compte que finalement le problème est le même, mais nous sommes vraiment très peu à nous en rendre compte. Pour l'instant, on ne se sent pas des femmes nous-mêmes puisqu'on sent que les gens autour de nous ne nous considèrent pas comme des femmes. Ils pensent même que ce serait injurieux pour les autres de penser que nous sommes des femmes, autant que les ouvrières. Il n'y a que les gens qui viennent ici, dans l'église, pour nous aider, qui nous regardent comme des femmes. Mais les autres, même quelques journalistes, nous regardent d'abord comme des putains. Ça se voit sur le visage d'un homme...

En ce moment, à l'extérieur, les gens discutent, parlent de nous, en bon ou en mauvais. Jusqu'à présent ça ne s'était jamais fait. La prostituée n'existait pas, ou que dans les bonnes blagues.

C'est une revendication : on veut être considérées comme des femmes, pas comme un bas-ventre.

À l'extérieur, il y a d'autres femmes dans des églises, d'autres nous ont envoyé de l'argent. Et puis tous les groupes féministes sont en train de nous aider. Et puis tous les groupes, la gauche, quoi... Et puis les gens du cinéma « Canut » sont venus pour passer des films, des jeunes gens sont venus jouer de la guitare. Et des journalistes sont venus de tous les pays, Amérique, Italie, Allemagne, etc. on a reçu des télégrammes de mouvements féministes d'Amérique.

De toute façon, même si on obtient peu, on va continuer.

Même si j'ai la chance d'arrêter la prostitution, je continuerai quand même à lutter pour les femmes.

Ce qu'on fait là, c'est très important.

Le 5 juin 1975

arrière. Ainsi, ça fait trois ans que je suis dans la prostitution. J'ai fait des économies, comme tout un chacun, peut-être qu'elles vont toutes y passer. Peut-être même que je n'en aurais pas assez, peut-être qu'il faudra que je continue à être prostituée pour payer mes impôts. Si je me retrouve sans économies, au lieu d'arrêter dans un an, je ne pourrais que dans 3 ans. Il faudra que je recommence tout à zéro. Il faut savoir si on veut nous empêcher de travailler ou si on veut nous pousser à continuer la prostitution. C'est un dilemme que je ne comprends pas. Ce que je trouve normal c'est de donner de l'argent à l'Etat : c'est ou les impôts et la prostitution est reconnue comme un métier, et on a droit à ce à quoi tout citoyen qui paye ses impôts a droit, ou les PV mais pas les deux.

● Pourquoi les PV ? Qu'est-ce que c'est une attitude de nature à provoquer ?

B.— Quand l'inspecteur Ménard a été obligé de relâcher les femmes qu'il avait ramassées, il a dit « Je vous relâche parce que je suis obligé, mais la prison vous la ferez quoi que vous fassiez ». Il se permet de dire aux femmes : « Les gosses de putes on devrait les crever à la naissance », « qu'on est de la merde, et en dessous de ça », « on vous mettra toutes en tôles, vous pourriez toutes en être ».

Alors lui, c'est la haine. On sait pas pourquoi. Peut-être qu'une femme lui a fait des vacheries. Peut-être qu'il est impuissant, peut-être qu'il est pédé, on n'en sait rien. Il faut voir que les lois ont été faites par des hommes, que ce sont des hommes qui nous les imposent et que ce sont des hommes qui viennent nous payer.

Alors il faudrait aussi se mettre d'accord là-dessus. S'il n'y avait plus un seul client pour nous payer, il n'y aurait plus de filles. On va pas rester dehors par plaisir. C'est ces gens-là qui font ces lois qui sont les plus vicieux, c'est eux qui viennent nous voir et qui nous demandent des choses incroyables. Le lendemain quand ils ont fini leurs petites histoires, ces gens-là vont signer des papiers pour dire : « Ces femmes faut les foutre en tôles ».

Faire ce boulot, c'est très pénible à supporter moralement. Maintenant, quand on dit « on vend son corps », eh bien, si on va chez un gynécologue, il met un speculum et il te touche pas. Avec un client, c'est ce qui se passe. On vent notre vagin. Le client nous embrasse pas, nous caresse pas, nous touche pas. C'est absolument défendu. Il n'en est pas question, on ne le supporterait pas.

Et puis on considère le client comme la victime, « le pauvre type : il s'est fait prendre de l'argent, on l'a eu ! ». Mais je ne connais aucune prostituée qui ait mis le couteau sous la gorge à un client pour le faire monter, je connais beaucoup de clients qui ont mis le couteau sous la gorge à des femmes pour monter avec elles, beaucoup qui supplient de les monter, beaucoup qui donneraient tout ce qu'ils peuvent pour monter 5 minutes.

Alors la victime, et le vice, je ne sais pas s'il est du côté de la prostituée ou du client. Parce que c'est le client qui demande « tu me fais ci, tu me fais ça, je veux ci, je veux ça », c'est pas la prostituée. Et nous on a des PV, « Tenue de nature à provoquer la débauche ». On a demandé à tous les gens compétents de nous expliquer ce que c'était la nature, la débauche. Faire un sourire à un client, c'est de la débauche, je comprends pourquoi tous les français font la gueule dans la rue.

LE P.S. ET L'AUTOGESTION

Ce n'est pas sur l'autogestion que les véritables tendances du PS se compteront, mais sur la préparation des municipales de 1977.



Les 21 et 22 juin se réunit la Convention Nationale du Parti socialiste sur l'autogestion. Pour introduire le débat, une commission présidée par Gilles Martinet présente « 15 thèses sur le socialisme autogestionnaire », adoptées à l'unanimité par le Bureau exécutif. Le C.E.R.E.S. a toutefois décidé de se compter sur une « 16^e thèse », présentée comme amendement au texte Martinet. Ce texte revêt une tonalité résolument « de gauche ». Les prochaines échéances électorales — les municipales de 77 — sont encore loin. En attendant, les droites du parti se taisent. De même qu'elles ont laissé à Chevènement le soin de rédiger le programme du parti, elles laissent à Martinet le soin de définir son projet autogestionnaire. Dans le contexte politique actuel, seul un discours « de gauche » traduisant en termes inédits les perspectives du « socialisme démocratique » peut faire pièce à l'offensive du P.C. et conforter la progression socialiste. Pendant un an ou deux, le parti peut s'enivrer de mots. Il ne s'en prive pas.

Les trois piliers de l'autogestion

Le principe de la société autogérée de demain, c'est la **participation directe** des citoyens, chaque fois que c'est possible, à l'élaboration de décisions qui les concernent : gestion des entreprises, des administrations, des services publiques, des localités... Au niveau régional et national, la nécessaire délégation de pouvoir au moyen de l'élection sera compensée par un pouvoir de contrôle sur les élus.

Le projet autogestionnaire toutefois, n'a de sens que s'il repose **« Sur les trois piliers fondamentaux de toute politique**

socialiste : la socialisation des principaux moyens de production, la planification démocratique et la transformation, de l'Etat ».

Le projet autogestionnaire implique enfin, non seulement la conquête de l'Etat, mais la transformation de sa fonction et de sa nature. A cet égard, il faut se garder de deux « erreurs ». La première, d'essence social-démocrate **« consiste à croire qu'il suffit pour appliquer une politique socialiste d'utiliser l'appareil d'Etat tel que l'ont constitué les classes dirigeantes... cette erreur procède directement de la vision bourgeoise de l'Etat arbitre ».** La seconde d'essence gauchiste **« consiste à tout attendre des instruments autonomes de pouvoir que la classe ouvrière crée spontanément, à certains moments de sa lutte : soviets russes de 1905-1917, conseils de Hongrie, d'Italie, d'Allemagne après la première guerre mondiale, comités de grève de 1936 en France, comités ouvriers de l'époque de la guerre civile espagnole et, plus près de nous, les conseils hongrois et polonais de 1956, les « cordons industriels » et les « juntas de vecinos » de l'Unité populaire chilienne. »**

« Pour que le pouvoir puisse procéder d'une simple « pyramide » (ou fédération) de conseils, disent les thèses, il faudrait que la classe des travailleurs salariés soit parfaitement homogène, que la société à construire soit dépourvue de complexité et de contradictions, enfin, qu'il n'y ait pas d'entourage extérieur hostile ». Ces contradictions n'étant pas réunies, « on risque de déboucher soit sur la dictature d'un parti unique, soit sur l'effondrement devant la contre-offensive bourgeoise ».

En fait, il faut occuper le gouvernement pour changer l'Etat : d'après

les thèses, six objectifs définissent ce changement : socialisation de l'économie, réorientation des systèmes d'éducation, réforme de la justice, refonte du système militaire, mise à la disposition des collectivités des moyens de communication de masse, réduction des compétences du pouvoir central. Sur le contenu précis de ces transformations, des commissions spécialisées sont au travail. Sur les moyens concrets de les faire aboutir, le P.S. reste discret.

La stratégie du contrôle ouvrier

Le projet autogestionnaire implique **« La mise en oeuvre d'une stratégie avant et après l'arrivée de la gauche au pouvoir. »** Cette stratégie c'est **« La lutte pour le contrôle, contrôle ouvrier dans la production, contrôle populaire hors de la production ».** Cette lutte « vise à créer les conditions favorables à une contestation de plus en plus radicale de l'organisation, du fonctionnement et de la finalité de l'entreprise dans le système capitaliste. » Les thèses soulignent les limites de la pratique du contrôle ouvrier dans le cadre du système — pratique qui ne saurait être en aucun cas institutionnalisée. Elles soulignent la nécessité, dans la perspective du contrôle, de réaliser « la plus grande démocratie possible dans la lutte afin d'associer le maximum de travailleurs à l'élaboration des objectifs et des méthodes d'action ». Elles ne vont pas toutefois jusqu'à préconiser la souveraineté des Assemblées générales élisant leur Comité de grève...

Enfin, elles préconisent comme support politique à cette stratégie, la constitution d'un **« front de classe »**, qui, par opposition au « bloc anti-monopoliste » du PCF ne serait pas un simple agrégat de tous les mécontents, mais **« le rassemblement de tous ceux qui ont intérêt à détruire l'exploitation économique et la domination politique et idéologique du capitalisme »** : ouvriers, employés, techniciens, cadres, mais aussi petits producteurs directs, paysans et artisans. L'Union de la gauche serait l'expression politique d'un tel front de classe... malgré l'alliance avec les radicaux.

La 16^e thèse

L'amendement du C.E.R.E.S. porte sur la dialectique « gouvernement-mouvement de masse » après l'accession de l'UG au pouvoir. Cette accession ouvre, selon le C.E.R.E.S. une

période de transition, d'intensification des luttes de classes. **« Les capacités d'initiatives autonomes des masses connaîtront un large développement. Hors du cadre des institutions actuelles, et à côté des partis et des syndicats, les organisations unitaires de masse nées de la lutte (conseils d'atelier, d'usine, de quartiers) verront le jour ».** C'est aux partis de gauche d'assurer la cohérence et la complémentarité de l'action au niveau gouvernemental et au niveau des conseils. **« Ce qui suppose qu'ils soient aussi présents dans le mouvement de masse que dans l'appareil d'Etat ».**

En butte aux attaques virulentes de la majorité du PS, en particulier de son premier secrétaire ; poussé par une base avide d'action, au sein d'un parti largement apathique ; contraint à une grande prudence par les rapports de force présents, le C.E.R.E.S. espère montrer en se comptant sur la 16^e thèse, dimanche 22 juin, qu'en dépit du pilonnage auquel il est soumis et de ses propres contradictions, il maintient son influence. Il espère compenser par le soutien d'ex-PSU et de « troisième composante » les déficiences qu'il a subi depuis le congrès de Pau. Mais les votes de dimanche 22 juin, ne seront pas très significatifs. La masse des adhérents socialistes se contrefout de l'autogestion. Les assemblées préparatoires sont squelettiques. Dans ces conditions, un bon score du C.E.R.E.S. n'indiquerait pas une progression.

Ce n'est que dans un an, lors de la préparation du prochain congrès du PS, dominée par le problème de la tactique électorale aux municipales de 77 — que les tendances du parti se compteront.

Dans l'immédiat, les rapports se dégradent rapidement entre le C.E.R.E.S. et la direction du Parti. Après Guidoni — interdit de parole à la fête de « Politique-Hebdo » — ce sont les dirigeants de la fédération de Paris qui doivent renoncer à tenir un stand à la fête du PSU. Manifestement, Mitterrand est décidé à désagréger sa minorité, d'une part en la paralysant, d'autre part en lui coupant l'herbe sous les pieds (en occupant le maximum de terrain à gauche).

Face à cette offensive, les marges de manoeuvre du C.E.R.E.S. sont étroites. Pour bien de ses militants, la perspective de redressement de la social-démocratie de l'intérieur, hier parfaitement crédible, apparaît de plus en plus aléatoire. Certains se résignent. D'autres lorgnent vers le PC. Il nous appartient de gagner les meilleurs — à terme — à l'extrême-gauche.

H.W

LES THESES
DU 1er CONGRES
DE LA L.C.R.

« Une chance historique
pour la révolution socialiste »

CAHIERS ROUGES
Nouvelle série
PASSEZ
VOS COMMANDES
6 FRANCS

LE P.S.U. : DU CONGRES A LA FETE...

*Unité populaire ou front unique ?
Politique d'équilibre ou politique unitaire ?
Des points à éclaircir...*

La fête organisée par le PSU le week-end dernier attestait de la vitalité de ce parti. Mais le succès de la « fête populaire » ne suffit pas à valider la « stratégie d'unité populaire ». Et depuis six mois, le PSU a dû procéder à des réajustements de la ligne adoptée au congrès d'Amiens.

Unité populaire ou front unique ?

Le PSU défend une « stratégie d'unité populaire » à deux faces. D'un côté, il désigne par là l'alliance dans les luttes, de la jeunesse scolarisée, des travailleurs intellectuels, des travailleurs paysans, etc, avec le prolétariat. D'un côté, à travers la « stratégie d'unité populaire », il s'agit non seulement pour le PSU de proposer au PCF et au PS l'unité d'action sur des objectifs limités, susceptibles de mobiliser les travailleurs et ainsi

Une politique d'équilibre ou une politique unitaire ?

Les camarades du PSU, lors de leur congrès d'Amiens, semblaient trouver une justification à cette politique dans le conflit PS-PC. Peut être le PSU pourrait-il se faire une place dans la brèche ouverte par le PCF dans le front de l'union de la gauche ? Au lieu de dénoncer ce front de collaboration de classe et de montrer les causes réelles de la polémique PC-PS, le PSU se mit donc en devoir d'accompagner le PCF dans sa critique de la social-démocratie. Mais hélas, le tournant « gauche » du PCF n'était qu'un tournant sectaire aux fins purement bureaucratiques. Il n'était pas question pour lui de remettre en cause la politique réformiste du programme commun. Et le PSU, « unitaire pour trois » fut contraint de faire tout seul « une semaine pour l'unité populaire » pendant que le PS et le PCF continuaient leurs « querelles unitaires ».

glisser le PSU vers la gauche de l'Union de la Gauche. Par contre les camarades du secteur entreprise du PSU semblent aller en sens contraire lorsqu'ils dénoncent « la tendance droitière de la fédération CFDT banque chapeauté par les militants du PS et du CERES » (T.S. n° 657). Surtout lorsqu'à l'occasion de la dernière conférence entreprise du PSU, ils précisent que les militants du PSU syndiqués à la CFDT « doivent aider au développement du courant de classe alternatif à la politique réformiste », courant dont la structuration et le développement sont à l'ordre du jour » (tout en précisant bien sûr que ce n'est pas au PSU en tant que parti de créer ou chapeauter cette tendance syndicale). Le bureau national de la CFDT n'a d'ailleurs pas tardé à réagir. La question est ainsi posée sur le tranchant du couteau : ou faire pression sur les appareils réformistes dans le cadre de l'« unité populaire » ou s'opposer aux appareils dans le cadre d'une politique de front unique.

Une ouverture teintée parfois de sectarisme

Si le PSU semble donc avoir rejeté pour l'instant l'orientation opportuniste visant à « filer le train » à une des composantes de l'Union de la Gauche, on ne peut pas dire qu'il ait adopté une réelle politique alternative.

Cela le conduit parfois à avoir une pratique authentiquement sectaire. Ainsi nous avons dû regretter que le PSU cherche à chapeauter la mobilisation de masse contre le programme nucléaire (Rouge n° 298). Plus grave, T.S (n° 657) révèle la conception que le PSU a d'un institut ouvrier (institut qui fournirait des appuis matériels et techniques aux travailleurs en lutte et permettrait des échanges d'expérience) : NI SUBSTITUT AU SYNDICAT NI SUBSTITUT AU PARTI CERTES... mais en pratique « l'importance de son audience et sa crédibilité faciliteront notre implantation dans les entreprises » : un paravent du PSU en somme !

Néanmoins, malgré des problèmes ici et là, (refus d'une campagne électorale unitaire au Havre) dans l'ensemble, l'unité entre les militants du PSU et de la LCR se développe comme en témoigne la parution d'un journal commun sur les entreprises de Rhône Poulenc de la région Rhône Alpes.

Parallèlement le débat politique est engagé. Les camarades du PSU viennent de répondre à la lettre que nous leur avions adressée après notre congrès. Ces documents constituent les premiers éléments pour le colloque prévu pour la rentrée sur le thème « quel parti révolutionnaire pour l'autogestion socialiste ».

J. H et R. Y



d'impulser dans l'action un dépassement des objectifs initiaux (politique de front unique) mais aussi de proposer un accord de l'ensemble des forces syndicales et politiques sur un projet anti-capitaliste plus vaste. Ainsi le PSU qui, pas plus que la LCR, n'a les moyens d'imposer durablement l'unité du sommet à la base aux réformistes, même sur des objectifs limités, espère arriver à un compromis satisfaisant sur un programme bien plus ambitieux.

En fait cette démarche si elle était poussée jusqu'au bout, amènerait le PSU à mettre, au nom de « l'unité populaire », beaucoup d'eau dans son vin : en acceptant dans un éventuel front les radicaux de gauche, tout en évitant de trop se compromettre avec l'extrême gauche et surtout en rabottant son propre programme. Finalement, il serait conduit non pas à conclure un pacte anticapitaliste, mais à cautionner un programme réformiste.

Face à l'échec de cette politique, la direction nationale du PSU réajusta le tir, en rappelant la nécessité d'affirmer une politique autonome et en soulignant le besoin de créer un rapport de force face aux réformistes grâce à une politique unitaire vis à vis du C.E.R.E.S. d'un côté et de l'extrême gauche de l'autre côté.

Mais on peut se poser la question : s'agit-il d'une nouvelle politique d'équilibre, un pied dans l'union de la gauche (par CERES interposé) et un pied dans le « camp révolutionnaire » ou bien s'agit-il d'une réelle politique unitaire visant à créer dans l'action les conditions d'une politique de front unique vis à vis des réformistes ?

Victor Leduc, (dirigeant national du PSU) en affirmant que le programme commun n'est qu'une « barrière artificielle » (Tribune Socialiste n° 655) et qu'en conséquence, « bien peu de choses séparent le PSU du CERES » (T.S. n° 65) semble prêt à faire

NOTES POLITIQUES



ENSEIGNANTS ET ETUDIANTS, ENSEMBLE CONTRE SOISSON

Le gouvernement continue de refuser de titulariser les assistants en droit et sciences-éco, chargés de cours et de travaux dirigés. En conséquence, ceux-ci ont décidé une grève administrative nationale pour faire céder Soisson. Lundi 9 juin, à Paris 1, les étudiants décidaient de soutenir la grève des enseignants ; le lendemain, pendant que se déroulait une assemblée « clandestine » des professeurs jaunes, les étudiants dérobaient les fiches de notes et les remettaient au comité de grève des enseignants. A son tour, l'assemblée des enseignants adoptait une motion soutenant l'initiative étudiante et appelant à la solidarité contre toute répression qui pourrait les viser. Ainsi la lutte se renforce dans l'unité contre la sélection et auxiliaire qui voudrait imposer Soisson à l'université.

Correspondant
TOLBIAC

VERDICT SCANDALEUX AU T.P.F.A. DE BORDEAUX: Bernard Rémy condamné à 18 mois de prison ferme !

La répression frappe durement les insoumis. Après Manu Grillet condamné à un an ferme, Bernard Rémy est matraqué à l'issue d'un procès où pourtant, de nombreux témoins, enseignants, écrivains, syndicalistes, militants, sont venus manifester leur solidarité avec le combat des objecteurs et insoumis et crier leur dégoût de la « justice » hors la loi des T.P.F.A. Après un réquisitoire de guerre civile, la matraque s'abat : un an et demi, sans sursis !

Après la débâcle du procès de Marseille, la justice militaire n'a pas renoncé à sa sale besogne. Elle évite de se frotter aux comités de soldats, mais s'efforce de porter ses coups

bas aux bidasses en lutte : le caporal Veuillet, de Wittlich doit passer en T.P.F.A. pour « désertion à l'étranger » ; il risque jusqu'à cinq ans de prison. Et que lui reproche-t-on ? trois jours de fausse perm !

Solidarité ! A bas la justice militaire !

LE MARCHÉ DU SIECLE Où Stehlin vainqueur tombe dans le ruisseau

On s'y attendait un peu : les marchands d'avions français ont perdu le marché du siècle. Après les Hollandais, les ministres belges ont choisi le YF16 américain. C'est le dénouement d'une bataille féroce qui a opposé les dirigeants de l'aéronautique française et américaine depuis de longs mois. Coups bas, pots de vin, chantages, les protagonistes n'ont épargné aucun moyen pour l'emporter. Les gouvernements concernés ont été traversés par des luttes de clans terribles. Aujourd'hui encore, on se demande si le gouvernement belge survivra à la décision de son premier ministre.

Finalement, les gouvernements belge et hollandais achètent américain. Il s'agit avant tout d'une décision politique* d'une manifestation de solidarité avec l'impérialisme américain en cette période de crise économique et de déboires politiques. Ces raisons l'ont emporté sur toutes les promesses de compensations économiques produites par Dassault-Chirac au cas où Mirage l'aurait emporté.

Les marchands d'avions français vont payer cette défaite au prix fort. L'industrie aéronautique française ne tient le coup qu'appuyée sur l'exportation massive des avions de guerre. La perte du marché du siècle entraîne une série de réactions en chaîne qui conduisent tout droit au marasme dans cette branche.

Et il fallait que le général Stehlin choisisse ce moment pour passer sous un autobus ! L'avocat fervent de l'aviation américaine qui avait fait scandale au plus fort de la bagarre en débinant la camelote de Dassault venait de se voir rapeler sa qualité d'employé grassement rémunéré de la firme U.S. Northrop... Il en a chu dans le ruisseau. Décidément, tout est bien trouble au pays des marchands de canons...



LE HAVRE : AUTOPSIE D'UN « TEST »

Très grand pourcentage d'abstentions (près de 40 %) et montée spectaculaire de la gauche pour ce « test national » comme le présentait la presse.

Après le premier tour, le total des voix de la droite ne précède que de 700 celui des voix de la gauche. Aux législatives de mars 73, l'écart était de 7.500 voix ! Même si la comptabilité électorale n'est que le reflet déformé des véritables rapports de force, nul doute que ces chiffres reflètent le mécontentement profond d'une population durement touchée par la crise économique, le chômage notamment.

Autres enseignements de ce test : la confirmation de l'U.D.R. Ruffenach (33 %) technocrate de ministère, comme l'homme fort de la bourgeoisie locale. Quant à l'étiquette Giscard, elle a été bien pauvre bannière pour Ollivier (9,40 %) qui l'avait brandie pendant toute sa campagne.

A gauche, le P.C. garde une bonne avance sur le P.S. : 31 % pour Colliard (P.C.) contre 15 % pour Rubé (P.S.) qui, ayant bénéficié de la venue de Mitterrand (la première fois au Havre : 2.000 personnes), paye cependant son absence lors des luttes qui se sont déroulées.

Quant à l'extrême-gauche, elle s'est présentée en ordre dispersé, malgré la proposition de la L.C.R. d'une candidature commune. 1,3 % pour le P.S.U., 0,8 pour la L.C.R., 0,5 pour L.O. Le sectarisme se paie

cher ; et nul doute qu'un candidat commun aurait totalisé beaucoup plus que la simple somme de ces trois pourcentages. De nombreux travailleurs, intéressés par les réponses de l'extrême-gauche ont préféré voter « utile », c'est-à-dire P.C. plutôt que d'avoir à choisir entre des candidats qui semblaient dire la même chose, chacun dans son coin. Sectarisme donc, mais aussi irresponsabilité de la part du P.S.U. et de L.O.

Dans ces conditions, les militants de la L.C.R. ont tenté de dresser devant les travailleurs le bilan de dix mois de luttes locales (« France », Thireau-Morel, Luterna, Allmer, Lipton, Métallurgie...) souvent éparpillées, morcelées et qu'ils se sont efforcés dans leurs entreprises, dans leurs syndicats de centraliser autour d'objectifs unificateurs.

Campagne d'explication donc, avec plusieurs « Lutte continue », une brochure... mais aussi une dénonciation, avec des réunions sur l'Ecole, la Santé (une cinquantaine de personnes chaque fois), ou l'occupation de l'A.N.P.E. locale, où pointent plus de 5.000 travailleurs. L'internationalisme prolétarien n'était pas absent, avec la préparation de la défense des militants espagnols (manif le 11).

Un meeting central, avec Alain Krivine, réunit 350 personnes, dont une très grande majorité de travailleurs.

Correspondant

17 ANS POUR REHABILITER LE SENAT...

Ça doit sonner bon aux oreilles des adversaires bourgeois de l'interprétation gaulliste de la Constitution. Le dernier alinéa de l'article 49 concernant le Sénat est enfin interprété conformément au long combat de Giscard d'Estaing ! Alors que De Gaulle voulait dissoudre le Sénat, foyer de son opposition dirigé par le sieur Monnerville, Chirac, nouveau leader de l'U.D.R., le réhabilite. C'est la première fois depuis dix-sept ans qu'un premier ministre décide d'aller causer un peu politique devant cette assemblée héritée de la IVème République et où l'U.D.R. est toujours demeurée numériquement très minoritaire. « C'est un événement ! » soulignait Etienne Dailly, actuel vice-président du Sénat.

« C'est habile ! » ajoutait-il à la télé : car si on avait attendu une situation de crise pour le faire, cela n'aurait pas eu de valeur. Imaginez qu'une autre majorité, hostile au Président soit élue au Parlement, alors il serait trop tard pour faire appel au Sénat et lui redonner un rôle actif pour « contrebalancer » la première assemblée. Il est donc plus sage de faire la chose une première fois à froid, sans nécessité, afin de justifier demain cette interprétation de la Constitution qui permettra au guide présidentiel de s'appuyer sur le Sénat contre une assemblée ingouvernable.

Les vieux U.D.R. intégristes n'avaient sûrement pas appris cette fonction-là du Président — dépendant de vieux sénateurs partisans. Mais qu'importe : Giscard d'Estaing marque des points sur plusieurs tableaux et ne se prive pas de préparer au mieux les lendemains difficiles. Tous les artifices sont bons pour cela.

G.F.

LES AVEUX

Le stalinisme existe, Georges Marchais a failli le rencontrer. Le dernier comité central du P.C.F. a écouté un rapport de son secrétaire général sur la « question du stalinisme ». Pour Marchais, le stalinisme est délimité historiquement à « une période lorsque le parti communiste était dirigé par Staline » car « ces erreurs et ces crimes, le parti communiste de l'U.R.S.S. entreprenait d'y mettre fin dès la mort de Staline ». On cherchera en vain dans ce document l'embryon d'une analyse sur les origines et le développement du phénomène stalinien. Pourquoi et comment ces erreurs ont été commises ? Marchais n'en souffle mot, mais pour la première fois avec une telle netteté, un dirigeant du

P.C.F. déclare : « Notre parti a du même coup soutenu dans le passé certains actes dont il s'est avéré par la suite qu'ils étaient erronés. De quels actes veut parler Marchais ? Des procès de Moscou, de la liquidation des vieux bolchévicks, de l'épuration de l'Armée rouge, de la liquidation des juifs ? On aimerait avoir plus de précisions. Le flou historique n'est pas, chez Marchais, accidentel. L'objet de son rapport vise en effet à laver le P.C.F. de tout soupçon de stalinisme :

« ces conceptions et ces pratiques étaient complètement étrangères à leur idéal et à leur politique ».

L'affaire Marty-Tillon, l'éviction de Servin-Casanova, connais-pas ! Le culte de Thorez, les pratiques stalinienne... jamais entendu parler.

500 000 JEUNES CHOMEURS A VENDRE

Le gouvernement vient de faire connaître une série de mesures sur l'emploi, concernant surtout les jeunes chômeurs.

Le cynisme et le mercantilisme qui, jusqu'à présent, étaient surtout réservés au marché de la main d'œuvre immigrée, atteignent maintenant les jeunes chômeurs. Jamais encore l'Etat n'avait osé vendre aussi directement des jeunes au patronat. Et encore s'agit-il de quelque chose de plus. Le patron qui accepte d'embaucher un jeune touchera une prime mensuelle de 500 F ou 300 F (selon la période d'embauche), ou le SMIC s'il consent à passer avec le jeune un « contrat emploi-formation » de six mois pendant lesquels celui-ci recevra une formation dérisoire de deux à trois mois. L'ensemble de ces mesures coûtera à la collectivité, c'est-à-dire aux travailleurs, une 1,5 et 3 milliards de francs. Apparaît ainsi une double exploitation : *non seulement les travailleurs sont obligés de vendre leur force de travail pour vivre, mais il faut en plus qu'ils payent (par l'intermédiaire de l'impôt) pour avoir le droit d'être salarié, d'être exploité. C'est un comble !*

La vague qui vient

On ne s'étonnera pas du cynisme de ce gouvernement qui nous a appris depuis longtemps à voir derrière sa

mince pellicule libérale une exploitation encore plus féroce, celle résultant d'un système en crise qui ne sait plus trop que faire pour endiguer un chômage massif et en arrive à proposer des mesures touchant à la déraison.

Depuis 1968, le nombre des jeunes inscrits à l'Agence pour l'Emploi a été multiplié par cinq (de 60.000 à 300.000 environ entre mars 1968 et mars 1975). Et ceci pas seulement du fait de la crise qui a frappé la classe ouvrière de plein fouet à partir de l'été 1974, mais du fait de l'incapacité durable du système à intégrer la masse des jeunes qui sortent des écoles. Pendant les trois premières années du VIème Plan, où le taux d'expansion avoisinait les 6 %, le nombre des jeunes chômeurs a été multiplié par deux (de 56.000 à 112.000 inscrits à l'A.N.P.E. entre mars 70 et mars 73).

Alors que chaque année le nombre de chômeurs diminue entre janvier et juin, cette année il reste pratiquement stable. Et en septembre prochain, ce sera peut-être de 700.000 à 800.000 jeunes chômeurs qu'il faudra parler alors.

Ce qui inquiète, ce qui panique même nos gouvernants, c'est le risque d'explosion sociale que cela représente.

Le gouvernement bluffe, bricole et brade la jeunesse, en sachant très bien par expérience que ces mesures n'auront au mieux qu'une faible effi-

cativité et ne seront que temporaires. *Les primes pour création d'emploi ?* Les patrons sauteront sur l'occasion pour embaucher à des salaires de misère (à peine plus élevés que la prime accordée par le gouvernement) des jeunes qui seront utilisés comme O.S. ou pour les tâches ménagères de l'entreprise. Le gouvernement compte « sortir » ainsi du marché du travail 100.000 jeunes par ce biais. D'abord, il se trompe : le patronat n'est pas philanthrope et sera réticent. Ensuite ces mesures ne seront que transitoires car la masse des licenciements et des démissions pour cause de boulots trop dégueulasses va reprendre et ces jeunes se retrouveront, six mois ou un an plus tard sur ce même marché du travail, à peine amélioré par une relance hypothétique en fin 1975.

Un choc psychologique ?

Les contrats emploi-formation ? Du bluff et un piège. Du bluff parce que l'Etat veut faire croire qu'il va ainsi « éponger » plusieurs centaines de milliers de jeunes du marché du travail. Personne n'y croit. Pas plus Durafour que Ceyrac. Une telle expérience avait déjà été tentée en 1971 avant les municipales. Personne n'avait osé parler des résultats. Sur 26 départements, 4.000 jeunes environ avaient été embauchés. Et c'était une période d'expansion. Cela fait plus d'un an maintenant que l'on parle de ces contrats au cours desquels les jeunes recevront pendant deux à trois mois une « préformation » à peu près inutile sur le marché du travail.

Ces contrats prévus au départ par le gouvernement pour durer deux ans sont réduits à six mois. C'est le patronat qui l'a emporté. Il ne veut pas de jeunes qui, après deux ans d'ancienneté, seraient beaucoup plus difficiles à licencier, parce que déjà

installés dans la place. En les gardant six mois, il les paie peu, touche des primes, les exploite à fond, garde les éléments les plus « rentables » pour lui et licencie le reste. Dans le même temps, il institutionnalise pratiquement les contrats à durée déterminée : une arme redoutable contre la classe ouvrière.

Le gouvernement a présenté l'ensemble de ces mesures comme un coup de poing. Il a même mis le paquet : entre 1,5 et 3 milliards de francs. Pour créer un choc psychologique. Pour éventuellement sortir temporairement quelques dizaines de milliers de jeunes du marché du travail. Même si le patronat marchait, ces mesures ne pourraient donner un travail stable qu'à une minorité de jeunes chômeurs. Ce qu'il cherche surtout, c'est à désamorcer la pression sociale qui se fait plus forte (les luttes nombreuses et dures contre les licenciements et le chômage partiel en témoignent) à la fin de ce printemps. C'est pour passer le cap de l'automne prochain avec des statistiques moins compromettantes, juste avant la reprise économique prévue pour fin 1975.

Bien sûr rien n'est octroyé sur les revendications les plus urgentes des travailleurs et des jeunes chômeurs. Du travail pour tous dans la société capitaliste est une illusion : dans des branches entières on travaille encore 48 heures et plus, des millions de travailleurs arrivent usés à 65 ans alors qu'il y a 1,2 millions de chômeurs dont plus de la moitié ne touche aucune indemnité.

Les 35 heures hebdomadaires, l'extension de l'indemnité de 90 % du salaire à toutes les victimes de licenciement, le SMIC pour les chômeurs restent des objectifs se situant à l'opposé des contrats « emploi-formation ».

LES MESURES PRISES PAR LE GOUVERNEMENT

Primes pour création d'emploi

● prime mensuelle de 500 F pendant six mois pour tout employeur qui embauche un jeune entre le 15 juin et le premier octobre. Prime de 300 F entre le premier octobre et le 31 décembre.

Coût : entre 300 millions et 1,4 milliards.

● l'Etat rembourserait 100 % du SMIC pendant trois mois et 30 % pendant les trois mois suivants à tout employeur passant avec une jeune un « contrat emploi-formation » prévoyant une formation de deux ou trois mois.

Coût : environ 800 millions.

Création d'emplois dans la Fonction publique

Entre 10.000 et 20.000 jeunes surtout dans les P.T.T.

Indemnités de chômage (12 F par jour) à certains jeunes qui n'ont jamais travaillé :

● pour les jeunes qui ont un diplôme technique (environ un tiers) et qui sont inscrits à l'A.N.P.E. depuis plus de trois mois,

● pour les jeunes bacheliers qui sont inscrits à l'A.N.P.E. depuis plus de six mois.

Au total, environ un jeune sur dix qui n'ont jamais travaillé touchera ses 12 F par jour...



presse et labeur mobilisés

Contre les nervis et leurs chiens, les flics la justice d'Amaury.



Au Parisien Libéré c'est l'avenir de tous les travailleurs du Livre qui se joue. Si l'attaque que mène Amaury contre la gestion de l'embauche par la FFTL réussissait, ce serait l'assurance à court terme pour des dizaines d'entreprises d'attaques contre le niveau de qualification, les salaires, l'emploi.

Devant une telle menace une riposte d'envergure s'imposait. La lutte contre les éditions pirates dans la région parisienne d'abord, en province puis en Belgique ensuite, enfin à St Ouen et Cartres ont montré comment une mobilisation systématique pouvait contrecarrer les projets d'un patron de choc. L'essentiel ici est que non seulement les travailleurs étaient en grève, mais qu'ils étaient fermement décidés pour faire aboutir leurs revendications à interdire la production du torchon d'Amaury par quelque entreprise que ce soit (et même malgré l'aide apportée par Bergeon et les adhérents de FO). On sortait donc de ces grèves passives au cours desquelles de nombreux travailleurs se bornaient à rester chez eux.

Mais, maintenant, si l'enjeu de la lutte des travailleurs du Parisien Libéré n'a pas fondamentalement changé, ses formes ont pris un tour beaucoup plus décisif : jusque là les flics s'étaient bornés à protéger les camionnettes qui transportaient le journal. Au moment où nous écrivons la menace d'une intervention policière contre les grévistes de la rue d'Enghien et des Petites Ecuries se précise. Le tribunal des référés a ordonné l'évacuation des deux imprimeries du Parisien Libéré et donné l'autorisation à Amaury de faire appel aux forces de police.

Le Comité intersyndical du Livre parisien CGT, a publié aussitôt un communiqué appelant « tous les travailleurs du Livre, labeur et presse, à cesser le travail dès l'intervention de la police et à se rendre immédiatement sur place, rue d'Enghien et rue des Petites Ecuries. (...) Tous les travailleurs du Livre sont aux côtés des travailleurs du Parisien Libéré. Le pouvoir et Amaury ne réussiront pas leur coup de force. Les travailleurs du Livre ne le leur permettront pas ».

Parallèlement à la défense de la grève organisée par les ouvriers à l'intérieur des locaux du Parisien Libéré, la FFTL menace de lancer l'ensemble des forces du Livre dans la bataille contre la répression policière.

On peut juger cette prise de position tardive ; on peut regretter qu'un tel appel à la solidarité n'ait pas été lancé lorsque la même menace planait sur les grévistes de Larousse. L'essentiel est maintenant d'engager effectivement toutes les forces parisiennes dans le combat.

Devant l'offensive d'Amaury et de ses alliés (gardes avec matraques et chiens, flics, justice, CFT et jaunes de tous bords), la combativité qui s'est manifestée chez les travailleurs du Parisien et dans le reste du Livre est importante. Chacun comprend l'énormité de l'enjeu : la défense de l'emploi, la défense des conventions collectives constituent une bataille décisive dont dépend l'avenir dans toute la branche.

Mais cette bataille concerne aussi tous les travailleurs : après les PTT, Renault, Bretoncelle et Chaousson, c'est une nouvelle épreuve de force engagée avec le régime, qui s'annonce tout à fait sérieuse. Elle doit se fixer aussi pour but de marquer un coup d'arrêt à l'escalade patronale dans la répression : à l'usage de plus en plus systématique des flics et de nervis appointés contre le mouvement ouvrier.

le 11 juin. A. Vallon

ETAT DE SIEGE... RUE D'ENGHEN

Sec et bien habillé, MR l'huissier vient constater l'occupation. Il n'est pas déçu ; et de transcrire sur papier timbré l'état des lieux : occupation il y a, et pas des moindres...

Une fois passé l'angle de la rue d'Hauteville et de la rue d'Enghien, où se trouvent administration et rédaction du Parisien Libéré, on tombe sur l'atroupement

d'habitants du quartier, de badauds, de chômeurs, venus sur place, prendre la température du conflit, entourant les voitures et les correspondants de presse, parlant le sourire aux lèvres de la venue des flics, de la défense de la « place ». Le temps de printemps semble créer la décontraction ; le drapeau rouge pendouille à la façade, jetant dans la rue l'espoir d'un jour nouveau.

AUTO-DEFENSE DANS LE DIXIEME

La lourde porte des locaux du Parisien est fermée, bloquée par des barres d'acier, nouée de chaînes et cadnassée... et derrière c'est l'effervescence. A l'annonce de la décision du tribunal, l'auto-défense s'organise, la fourmilière prend vie. Le matériel de bureau, chaises, armoires, descendent des salles pour s'élever sur les « bobines » de papier, formant ainsi une barricade de plusieurs centaines de kilos qui à la première tentative de pénétration, s'écroulera sur le pavé du passage des « Petites Ecuries », formant un enchevêtrement de bois, bloqué par les tonnes de papier, réquisitionnées en rouleau pour l'occasion.

Sur la barricade, sur les toits et les terrasses, dans les locaux, c'est 36. Clops au becs, les manches relevées, on attend... qui z'y viennent ». S'ils arrivent l'accueil sera sévère.

Traversant la barricade, pointée de l'avant, la lance à incendie est sous pression, mouillant le pavé ; les barres et blocs de plomb des « linos » (les merlans dans le métier) s'entassent sur les terrasses

du siège, avant la chute libre sur l'éventuel agresseur. L'humour fuse, les drapeaux rouges aussi.

Et tout autour, la discussion s'organise, coupée de temps à autre par les slogans «...c'est demain qu'ils viendront, on sera là...», «...c'est chouette, ce coup ci, on perd pas...». C'est alors que, vêtus de gris, arrivent de tristes sires... pour eux se fut bien dur, preux chevaliers des « libertés du travail », avides lecteurs du Parisien Libéré.

Dans la rue la discussion continue entre les travailleurs du journal, les habitants du quartier, les chômeurs. Au travers de l'euphorie apparaissent quelques préoccupations : contributions « techniques » ou divergences sur les formes que doit prendre dès maintenant le conflit. On parle beaucoup de « Blanqui » le siège de la FFTL... On parle aussi de la violence des affrontements de l'autre nuit devant les « presses » de St Ouen.

«...aujourd'hui on occupe rue d'Enghien, demain pourquoi pas St Ouen ?...»

11/6/1975

Simonet



C'est pourquoi, chaque fois qu'une occupation est décidée, il faut discuter en détails de l'organisation de la défense de l'usine :

- piquets de grève massifs aux portes

- brigades mobiles chargées de surveiller les abords de l'usine et éventuellement de prévenir les autres usines de la région en cas d'attaque

- utilisation dans cette tâche de tout le matériel disponible : comme les ouvriers de chez LMT (électronique) qui ont relié les piquets de grève à l'aide de talkies-walkies et utilisé une voiture radio pour circuler en ville ; comme ceux de Lip utilisant la sirène de l'usine et des voitures-sono

- mise en place d'une commission chargée d'étudier les moyens techniques appropriés pour la défense de l'entreprise ; nous devons faire savoir solennellement aux patrons que s'ils envoient des flics dans les entreprises, cela pourra coûter cher : au mois d'août 73, les Lips ont retiré des pièces (rares ou essentielles) à certaines marchandes, rendant ainsi impossible leur utilisation éventuelle par des jaunes ; ailleurs, les grévistes ont mis les machines les plus fragiles

devant les portes, obligeant le patron, s'il veut faire rentrer les flics, à prendre la responsabilité de casser l'outil de travail

- mais la lutte contre l'entrée des flics dans une usine, c'est l'affaire de tous les travailleurs, de tous les militants de la région : dépôts de préavis de grève en cas d'intervention policière (comme Rhodiaceta pour Lip à Besançon, comme l'avait fait aussi un atelier de Lang pour Larousse), envoi de piquets mobiles pour renforcer la protection de l'usine (comme l'usine Chausson de Reims l'avait fait pour Citroën), mobilisation massive des organisations et des associations du quartier, des lycéens et des étudiants (comme au Foyer Losserand à Paris).

Nous devons faire savoir à la police qu'elle ne rentrera pas sans mal dans les entreprises !

Plus un flic dans les usines ! Contre les bandes armées du capital, organisons l'autodéfense qui prépare dans les combats d'aujourd'hui les milices ouvrières de demain !

Extrait du Programme d'action de Rouge le 12 avril 74.

POINTS CHAUDS



GARAGES DE LAROCHE SUR YON (SUITE)

Malgré l'intervention policière qui a chassé les ouvriers garagistes qui occupaient le garage Citroën, la lutte continue. A l'appel des U.D.-C.G.T. et C.F.D.T. de la F.E.N., une manifestation de soutien a eu lieu samedi dernier. Cette manifestation prise en charge par les organisations syndicales était soutenue par l'ensemble des partis de gauche et es organisations révolutionnaires présentes sur la ville. A noter le soutien unitaire sans problème d'exclusive qui a pu se réaliser. Un tract d'appel à la manifestation était signé par le P.C., le P.S., la L.C.R., Révo !... Un front unique exemplaire. Les « réparations sauvages » ont repris sur la place centrale de la ville. Elles connaissent toujours un aussi grand succès. Le combat continue, les mécanos de Laroche n'ont pas dit leur dernier mot.

PERSONNEL TECHNIQUE DE L'OPERA DE PARIS EN LUTTE

Les machinistes avaient obtenu fin avril après de longs mois de discussions un accord sur leurs revendications catégorielles. Le 4 juin, prétextant des difficultés budgétaires, la direction revenait sur ses engagements. Réunis en assemblée générale, les machinistes demandent : l'application sans délai de l'accord du 30 avril ; la reconnaissance de leurs qualifications professionnelles (à qualification égale, salaire égal).

A l'A.G. du 6 juin, les machinistes soutenus par le S.N.E.T.A.S. (C.G.T.) ont appelé les autres catégories du personnel concernées à les rejoindre dans la lutte. Les accessoiristes et les machinistes des magasins de Berthier ont rejoint le mouvement.

La direction se refuse à négocier, aussi pour renforcer leur mouvement, les travailleurs en lutte ont décidé la constitution d'un comité de grève qui aura pour tâches d'informer les travailleurs du spectacle et le public de leur lutte, d'organiser le soutien et la solidarité, d'appeler les autres catégories de personnel à entrer dans l'action.

Correspondant



GRENOBLE : UGINE-CARBONE EN GREVE AVEC OCCUPATION

Suite au licenciement de huit travailleurs sous contrat limité, les 1.400 travailleurs occupent l'entreprise. A la revendication de réintégration des huit s'ajoutent : 250 F pour tous, échelle mobile sur indice réel, paiement des heures de grève. L'usine Carbone fait partie de Pêchiney-Ugine-Kuhlman (P.U.K.), trust gigantesque dont les profits ont augmenté de 40 % l'an passé. Pour autant la direction ne veut rien savoir et demeure intransigeante. Elle envisage même d'autres licenciements avec liquidation de secteurs non rentables.

En ce moment d'autres boîtes du trust sont en grève sur des revendications identiques. Face à cette multinationale : c'est tous ensemble qu'il faut frapper !

Le 9 juin
Correspondant

RECTIFICATIF

Dans l'article sur la préparation du 39ème Congrès CGT paru la semaine dernière dans Rouge (la « respiration démocratique » et ses limites), une citation incomplète rendait obscur un des exemples cités. A l'hôpital psychiatrique de Rouen, on avait en effet demandé aux candidats au conseil syndical de se prononcer sur un texte précisant la nécessité du « respect des orientations de la CGT définies démocratiquement... Attitude que l'on retrouve notamment au travers du Programme Commun ». Cette référence revenait à écarter directement du conseil syndical tous les militants de la CGT qui ne se reconnaissent pas dans le Programme Commun, et au premier chef les militants révolutionnaires.



CHAUSSON LA RIPOSTE

« Pas question de négocier avec la matraque dans le dos » ont déclaré la CFDT et le comité de grève

Vingt et un jours de grève à Gennevilliers et Asnières, c'en était trop pour la direction. Le jugement des référés avait ordonné l'évacuation des locaux administratifs d'Asnières, s'appuyant sur ce jugement le jeudi 5 juin, la direction donnait rendez-vous aux chefs de file, qui avec l'aide des CRS pénétraient à 4 H 30.

Les travailleurs ripostent

Pendant toute la journée de jeudi se prolongeait le face à face entre les travailleurs et les CRS. La rue Malakoff qui conduit aux portes principales de l'usine d'Asnières était rebaptisée « rue casquée ». Les ouvriers de SINTRA, boîte toute proche débrayaient immédiatement en solidarité. De même ceux de la DBA (Air Equipement) qui entendaient apporter ainsi leur soutien à leurs camarades de Chaussou.

Le lendemain à l'appel des Unions locales CGT et CFDT, des comités de grève et des sections syndicales de Chaussou, les travailleurs de la région débrayaient pour une manif de soutien et de protestation contre l'intervention policière. De nombreuses boîtes étaient présentes : Thomson, Carbone Lorraine, General Motors, etc. En tête de la manif les travailleurs de Chaussou avec les banderoles de leurs organisations syndicales et de leurs comités de grève. Et derrière les autres, tous les autres. L'ambiance était chaude, et les slogans sans équivoque : « Dehors les flics », « CRS, SS », « Ce qu'il nous faut, c'est les salaires de Renault ». Dans les secteurs les plus combattifs : « 250 F pour tous, pas de pourcentage », « A bas l'état des flics et des patrons », « Pas de négociations sous la répression ». La manif passant devant l'usine investie par les flics, il fallut les efforts massifs, la persuasion, et la « grande responsabilité » des militants du PCF pour éviter aux trente cadres installés dans l'usine de subir quelques désagréments.

Avant même la fin de la manif, les flics évacuaient l'usine. On n'était pas tranquille à la préfecture.

La réoccupation

Les cadres toujours présents dans les locaux administratifs, les grévistes d'Asnières décidaient de réoccuper les locaux libres par le départ des flics. Ce qui fut fait pour les labos et les bureaux d'études.

Mardi 10 juin la direction pour protéger ses larbins, la quelque dizaine de cadres assurant la « liberté du travail »

dans les locaux administratifs, leur a adjoint une vingtaine de nervis. Véritable milice patronale armée de barres de fer et accompagnée de chiens policiers. Les choses sont claires : patrons, CRS, fascistes, Amicale des marocains, et cadres vendus travaillent main dans la main. Les travailleurs préparent la riposte, à leur panoplie de mots d'ordre ils ont ajouté : « Les fascistes hors de la boîte » et préparent une manifestation pour ce jour même.

Les flics partis, la véritable négociation commence

Au moment même où les flics intervenaient, le patron se décidait à ouvrir les négociations, pensant disposer d'un rapport de force favorable. Dans un premier temps la CGT a accepté la discussion. C'était une erreur il n'était pas question de négocier avec la matraque dans le dos, les flics

présents dans l'usine, c'était d'ailleurs la position du comité de grève et de la CFDT, la CGT a du réviser la sienne.

Ce n'est donc qu'une fois les flics partis que les négociations ont commencé dans une ambiance très chaude. Quarante travailleurs mandatés (délégués syndicaux et membres du comité de grève, dont les représentants des immigrés) sont présents aux réunions. Lundi la CGC a été accueillie aux cris de : « Dehors les fascistes » ; aux propositions de la direction répondait le slogan scandé : « Nos 250F ». Il fallait voir fuser, l'insolence ouvrière et les tables danser sous les coups de poings qui les martelaient !

La dernière proposition patronale est : 100 F pour tous, auxquels s'ajouteraient 40 F pour les plus bas salaires, 20 F pour les salaires moyens (classe 6 à 9) ; plus une prime de 250 F pour indemnisation des jours de grève.

Ces propositions sont considérées comme nettement insuffisantes par les travailleurs et repoussées unanimement, la grève continue ! 10 juin



ROUEN : LES DOCKERS AVEC LES METALLOS DE LA C.F.E.M.

Entrés en grève il y a 7 semaines sur les revendications suivantes : 300 F pour tous, la 5ème semaine de congé, les quarantes heures et le paiement des jours de grève, les travailleurs de la CFEM (métallurgie) sont confrontés à une véritable épreuve de force.

Après 6 semaines de lutte la direction a organisé un vote bidon à bulletins secrets hors de l'entreprise pour faire reprendre le travail. Cette consultation boycottée par les grévistes a bien entendu donné un résultat favorable à la reprise grâce aux voix des cadres et de la maîtrise. Les grévistes ayant décidé de poursuivre l'action, la direction a fait intervenir les flics. Elle voulait en tout premier lieu récupérer un caisson de 190 tonnes destiné au trust Mobil pour ses forages pétroliers. La riposte ouvrière a été immédiate sur l'ensemble de la zone industrielle. De nombreuses entreprises ont été débloquées et envoyées des délégations. Les dockers ont aidé les travailleurs de la CFEM à empêcher le chargement de la pièce en faisant barrage avec leurs grues. Le soir 1500 personnes ont participé au meeting et à la manifestation qui est partie de l'entreprise.

La riposte aurait pu être plus importante et plus massive si elle avait été préparée d'une manière plus unitaire. Mais au départ l'UD CGT a voulu faire de la grève « sa » grève, ce qui de fait était préjudiciable à une réponse d'ensemble. Heureusement depuis lundi l'unité s'est réalisée.

Rouen, le 11 juin
Correspondant



De haut en bas : (photos D.R.)
Entrée principale de Chaussou Gennevilliers.
Après l'intervention des flics les grévistes ont rebaptisé la rue de l'usine.
Les flics le jour de l'intervention.
Méchoui à Chaussou Gennevilliers occupé

OÙ SONT PASSES LES BIDASSE ?

Trente pages
de rapport d'activité,
une seule ligne sur les soldats...

Nous avons déjà indiqué dans « Rouge » certains « oublis » et « trous » des textes préparatoires au congrès de la CGT. Pour les soldats il s'agit d'un abîme. Jugeons-en :

— le rapport d'activité (Le Peuple N° 964), qui fait plus de 30 pages, ne contient qu'une seule ligne sur les soldats, et il s'agit de la mention de « l'augmentation de la solde des soldats du contingent » par le gouvernement (p. 16). Cela signifie clairement que pendant 3 ans, la direction confédérale n'a rien fait ni rien proposé d'important sur ce terrain de lutte. Dans le paragraphe sur « travail en direction de la jeunesse » (p. 29), on s'attend à voir un petit quelque chose. Mais non, toujours rien !

Cette absence de bilan pourrait être justifiée par la direction confédérale puisqu'elle conçoit un rapport annuel comme bilan auto-justificatif de tout ce qui a été fait, sans critique ni mention des carences. Etant donné qu'aucune initiative sérieuse n'a été prise dans ce domaine, il est d'une certaine manière normal que rien ne soit dit dans le rapport moral.

Tout cela appelle trois remarques :

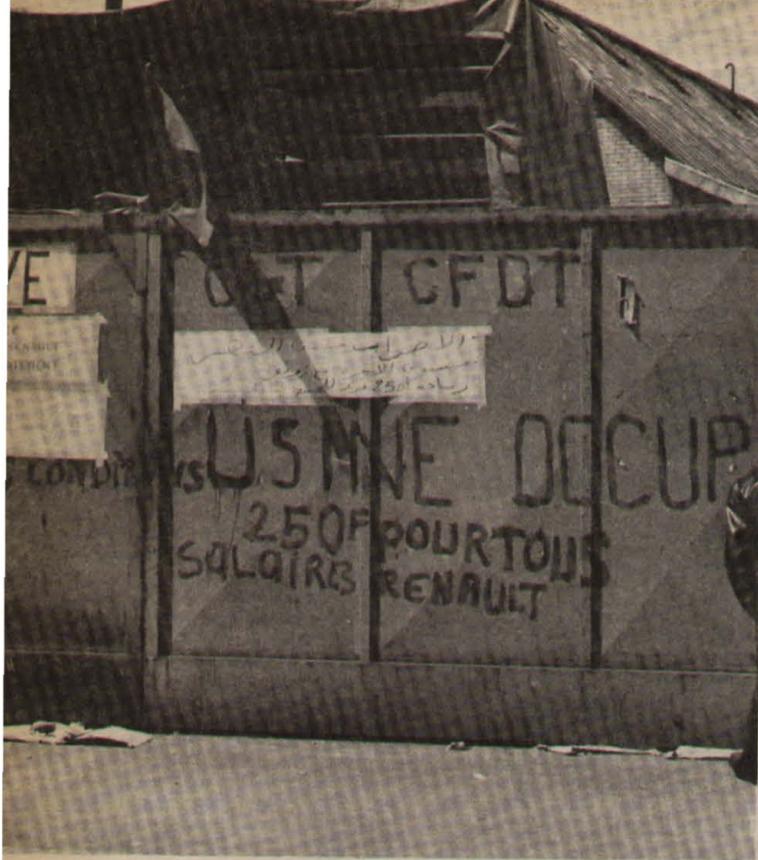
1) Encore une fois l'absence quasi totale de revendications pour les soldats, et l'absence absolue de référence aux luttes menées par le contingent dans ces textes relèvent du scandale. En quelque sorte, la direction de la CGT en arrive à déclarer « Draguignan, Karlsruhe, Nancy, Verdun, Paris le 1er mai,... connais pas ! »

Ceci serait à soi seul la sanction d'une sacrée carence, car au cours de ces dernières années les luttes des « travailleurs sous l'uniforme » se sont multipliées, traçant de nouvelles tâches à tout le mouvement ouvrier, et en premier lieu aux organisations syndicales. Mais on pourrait s'attendre au moins à ce qu'une orientation soit définie pour l'avenir. Or, il n'y a rien dans le « projet de document d'orientation », pas un seul mot (Le Peuple N° 295). Et dans le « projet de programme d'action », qui fait tout de même trente pages, il y a en tout et pour tout un petit paragraphe, que voici (en entier) : « Mise en oeuvre d'un statut démocratique du jeune soldat assurant de réelles libertés d'expression, de respect de la dignité de l'homme-citoyen et l'arrêt de toutes sanctions prises arbitrairement ».

2) La seule orientation donnée concerne « un statut démocratique ». C'est à la fois trop vague et trop précis. Trop vague, car on ne sait pas de quoi il s'agit, aucun texte de la CGT n'explicitant le contenu de cette formule. Mais ça devient trop précis quand on sait que le PCF se bat pour « le statut démocratique ». Donc, par une astuce d'écriture, ou plutôt de grammaire, en transformant un article défini en article indéfini, le congrès confédéral va prendre position sur un sujet aussi important sans débat de fond.

3) Mais en dépit de l'attitude de la direction confédérale, de nombreux militants syndicaux ont entendu les appels lancés par les soldats en lutte ; ils sont prêts à s'unir avec eux pour briser leur isolement, pour soutenir leurs revendications. Et dans divers congrès de syndicats CGT la revendication du droit à l'auto-organisation syndicale pour les soldats a été posée. Face à cela les directions fédérales et confédérales n'apportent pas de réponse. Elles restent dans l'expectative.

Et pourtant, c'est dès ce congrès confédéral que la CGT devrait proclamer son soutien inconditionnel au mot d'ordre de constitution d'un syndicat de classe des soldats !



« AVANT ON DISAIT RIEN »

Les travailleurs immigrés
et la lutte

Ils représentent à Chausson-Gennevilliers 70 % des travailleurs. Ils sont tous OS, ils subissent les conditions de travail les plus dures et sont les plus mal payés. Quand ils sortent de l'usine, ils se retrouvent isolés, confrontés au climat raciste latent qui règne à Gennevilliers comme dans beaucoup d'autres localités. Cet hiver il y a eu plusieurs attentats racistes. Le 25 février 2 camarades algériens et un sénégalais ont été blessés par balles.

Conditions de travail, conditions de vie, « il n'était plus possible de continuer comme ça ». Ils sont entrés en lutte aux côtés de leurs camarades français, coude à coude, côte à côte.

Comment se passe la grève ?

Nous étions pour la grève illimitée, nous en avions marre des débrayage de 2 heures qui ne débouchaient sur rien. Quand on a vu que le mouvement était général et qu'il correspondait aux aspirations de tous, on n'a pas hésité.

Pendant la grève on a appris à se connaître. On occupe, alors pendant les gardes on a le temps et beaucoup maintenant parlent, disent ce qu'ils ont sur le cœur. A un débat qui a suivi la projection du film « Margoline » un camarade marocain a pris la parole : « Avant on était comme des bourricots avec de grandes oreilles rabattues qui nous empêchaient d'entendre, on nous chargeait, on disait rien. Maintenant les bourricots ont les oreilles bien droites, ils ont ouverts leur yeux, ils commencent à se réveiller. Ils doivent s'unir pour se faire respecter et gagner la lutte ».

Interview d'un camarade immigré, membre du comité de grève de H à Chausson-Gennevilliers.

La grève se passe très bien, il y a une animation en permanence. L'usine est complètement transformée, on a une sorte de plaisir à venir. Le plus réussi a été le méchoui du 1er Juin. On a préparé 18 moutons et le couscous. Jamais on avait vu autant de monde, on était peut-être 800. C'était la fête.

Comment êtes-vous organisés ?

Nous sommes nombreux aux AG le matin et nombreux à monter les gardes. Nous sommes représentés de façon importante aux Comités de grève. Trois d'entre nous, membres des comités de grève participent aux négociations en tant que représentants des travailleurs immigrés.

Avez-vous des revendications spécifiques ?

Nous avons fait l'unité avec les camarades français sur les 250 F pour tous, le paiement des jours de grève, l'amélioration des conditions de travail. Nous réclamons aussi la dissolution de « l'amicale des travailleurs et commerçants marocains en France », car on en a marre de subir ses pressions et ses chantages. C'est la police d'Hassan II en France, elle travaille main dans la main avec les patrons et la CFT. L'amicale est une barrière qui nous sépare des travailleurs français. La casser sera un pas décisif vers faire l'unité de la classe ouvrière. Les camarades français l'ont très bien compris et nous ont rejoint sur cette revendication.

et maintenant ?

PREMIERE VICTOIRE :
le mari d'Eva Forest, Alfonso Sastre,
et ses camarades Lydia Falcon et
Eliseo Bayo libérés !

Après la grève du 11, face aux élections syndicales et contre les procès qui se préparent l'offensive contre la dictature doit prendre son plein essor.

Il est trop tôt pour se faire une idée précise de l'ampleur et de la force des mobilisations du 11 juin en Euskadi, et de la solidarité qui s'est développée tant dans le reste de l'Etat espagnol qu'à l'échelle internationale. Mais un tel coup d'envoi de l'offensive contre la dictature doit permettre de la faire reculer, de forcer la levée de l'état d'exception au Pays basque, d'empêcher la condamnation à mort des militants qui doivent passer sous peu en procès, et de faire basculer le régime.

Après la mobilisation du 4 juin à Madrid à l'appel de la Junte démocratique, qui marque un succès incontestable du P.C.E. dans un fief qu'il contrôle bien, après la grève générale du 11 en Euskadi, l'offensive ouvrière doit prendre son plein essor. Les prochaines échéances se dessinent déjà, de l'ouverture des procès contre Garmendia, Otaegui, Eva Forest et leurs camarades à la tenue des élections syndicales prévues pour juin.

Boycott de la C.N.S. !

Plus encore sans doute que lors des élections précédentes en 66 et en 71, le mouvement ouvrier est divisé quant à la tactique à adopter aux prochaines élections du syndicat corporatiste la C.N.S. Avec plus de force que dans le passé, le P.C.E. mène campagne pour la participation, en la présentant comme une offensive pour la conquête d'un véritable syndicat ouvrier. Plusieurs organisations d'extrême-gauche se rallient sur des positions plus ou moins critiques à la politique du P.C.E. Les seules organisations qui maintiennent une position ferme de boycott sont nos camarades de la L.C.R.-E.T.A.(VI) et de la L.C., qui ont adopté une déclaration commune et l'O.I.C., pour l'essentiel.

C'est sur cette profonde aspiration à en finir avec le régime et avec la bureaucratie anti-ouvrière de la C.N.S., à construire un authentique syndicat ouvrier que le P.C.E. s'appuie pour justifier la participation et rencontre une adhésion assez large qui touche même des organisations qui avaient lutté il y a quatre ans pour le boycott.

Ainsi, ces élections syndicales vont se dérouler dans une situation particulière. La crise de la dictature atteint aujourd'hui un tel degré de décomposition que la grande masse des travailleurs sont venir l'heure de l'assaut final. Tout le monde est conscient qu'il ne s'agit plus que d'une question de mois et que, lorsque tombera la dictature, la bureaucratie fasciste installée à tous les niveaux du syndicat officiel sera balayée irrésistiblement. Et les travailleurs s'empa-

reront de ses locaux pour les mettre au service d'un véritable syndicat de classe.

66 — 71 — 75

C'est en 1966 que s'est engagée la première bataille. Forte d'un développement économique spectaculaire et d'une hausse substantielle de ses profits, la bourgeoisie s'engage dans une tentative d'intégration du mouvement ouvrier. Une réforme de la C.N.S. est mise en place qui permet l'élection des responsables syndicaux dans les entreprises, nommés jusqu'alors par le haut. Et les premières élections s'organisent sous le slogan officiel de « votez pour le meilleur ». Le P.C.E. emboîte le pas et fait élire de nombreux dirigeants des commissions ouvrières dont il préconise l'apparition légale.

Moins de deux ans après, avec le retournement de la conjoncture économique et politique, une répression brutale s'abat sur ces militants.

Tirant les leçons de cette expérience assez désastreuse et de l'incapacité des « délégués honnêtes » à mener au sein de la C.N.S. une action au service de la classe ouvrière, les travailleurs ont boycotté massivement les élections de 1971

Aujourd'hui, se repose à nouveau le problème de certaines formes d'apparition ouverte des commissions ouvrières sur la base du rapport de force acquis centralement et dans l'entreprise. Ainsi l'organisation des élections syndicales doit permettre de multiplier la tenue d'assemblées générales pour élaborer une plateforme de lutte, élire des représentants mandatés pour toute négociation avec la direction, et renforcer les commissions ouvrières. Telle est la riposte à apporter à ces élections-forces : le boycott actif par le développement de l'offensive ouvrière et le renforcement de l'organisation des travailleurs dans les commissions ouvrières.

Ces élections illustrent aussi les contradictions où se débat le régime. Alors que certains secteurs de la bourgeoisie, à la recherche désespérée d'une ouverture démocratique à leur mesure auraient souhaité encourager la participation du P.C.E. et des commissions ouvrières, des mesures restrictives ont été édictées sous la pression de la bureaucratie phalangiste qui sent menacée sa mainmise sur l'appareil syndical : ainsi, tout militant ouvrier licencié au cours des deux dernières années voit sa candidature automatiquement écartée. Voilà qui vient à point parachever la farce.

Les commissions ouvrières

L'offensive généralisée du P.C.E. et le poids politique indéniable dont il bénéficie aujourd'hui dans la classe ouvrière pèsent lourd sur les mobilisations et entravent le développement des commissions ouvrières qu'il veut à tout prix atteler à sa politique de collaboration de classe.

Il renforce son contrôle bureaucratique sur les directions régionales et nationale des commissions ouvrières qui ont ainsi apporté leur soutien à la Junte démocratique. De plus, contrairement aux positions qu'il avait pu avancer dans le passé quand il analysait les commissions ouvrières non pas seulement comme une organisation syndicale clandestine mais comme un mouvement politico-revendicatif qui pouvait préfigurer des organismes de type soviétique, le P.C.E. les destine aujourd'hui clairement à se transformer en syndicat dès la chute de la dictature. C'est dans ce but qu'il les engage dès

aujourd'hui à grignoter la C.N.S. pour en disputer l'appareil à la bureaucratie phalangiste.

Pourtant, l'essor des commissions ouvrières, tel qu'il se dessine notamment au Pays basque où le P.C.E. est minoritaire, démontre suffisamment qu'elles peuvent jouer un rôle central dans le renversement de la dictature et donner alors naissance à de véritables organes de double pouvoir.

De ce point de vue, la révolution qui s'annonce en Espagne connaîtra un rythme de développement beaucoup plus rapide qu'au Portugal : les mois s'y compteront en semaines et la force acquise par la classe ouvrière au cours des quinze années de lutte de masse exceptionnelles pèsera d'un poids décisif dans le processus révolutionnaire.

C'est ce qui rend plus vaine encore qu'au Portugal la volonté des réformistes de bloquer le processus de révolution permanente qu'enclenchera la chute de la dictature, à une étape démocratique bourgeoise.

P. ROBS



Simonet

ULTIMATUM DU P.S.U.

On est en droit de s'étonner que le « collectif Eva Forest » qui a pris depuis plusieurs mois l'initiative de la campagne de solidarité avec les militants menacés de mort et l'ensemble des prisonniers politiques n'ait pas appelé à la manifestation du 11 à Paris.

La chose est d'autant plus regrettable qu'elle n'est nullement due à un désaccord quant au type d'initiative, mais à un pur et simple ultimatum lancé par le PSU au sein du collectif.

Dès que nous avons connu l'appel à la grève générale lancé par les commissions ouvrières d'Euskadi pour le 11 juin, nous avons proposé au sein du collectif d'en faire une journée de solidarité internationale, en appelant notamment à manifester ce jour-là à Paris.

Nous nous sommes battus pour que le collectif appelle à la manifestation de la tribune du meeting du 2 juin, malgré l'opposition du CISE. Le PSU a fermement refusé « pour ne pas indisposer nos partenaires unitaires » et a fait trainer les préparatifs de la manifestation pour s'efforcer d'y rallier le PS et la CFDT.

Nous avons attendu jusqu'à l'extrême-limite, au-delà de laquelle il se serait agi d'un sabotage pur et simple de la manifestation.

C'est alors que, coup de théâtre, le PSU accepte d'appeler en son nom mais refuse catégoriquement de « mouiller le collectif Eva Forest » dans une initiative « marquée par la seule extrême-gauche ». Et il en fait un point de rupture. Nous avons dû nous plier à cet ultimatum scandaleux.

Que les choses soient claires : nous sommes pour que le collectif multiplie les démarches unitaires vis-à-vis de toutes les organisations ouvrières sans exclusive pour s'efforcer de parvenir à des initiatives unitaires, même au prix de certains compromis, comme cela s'est fait le 2 juin à la Mutualité. Nous sommes pour que le Collectif s'associe à toute mobilisation de masse en solidarité avec l'Espagne, quels qu'en soient les initiateurs, et se batte pour en être co-organisateur.

Mais nous pensons que le collectif ne doit pas subordonner ses initiatives à un accord préalable avec les organisations réformistes, sous peine de s'effacer totalement face aux tâches de solidarité pressantes qui s'imposent. Par le collectif peut se construire aujourd'hui un réseau national de comités de solidarité avec l'Espagne capable d'impulser une campagne unitaire de masse. Construire une organisation de masse ou une officine confinée aux rapports unitaires avec les organisations réformistes, tel est le choix. Et nous n'accepterons pas qu'il soit tranché par les ultimatums du PSU.



11 mars 1975 : manifestation à Paris

déclaration constitutive de la coordination d'euskadi des commissions ouvrières

Aux commissions ouvrières à la classe ouvrière d'Euskadi

La déclaration qui suit est un document de toute première importance. Le développement des commissions ouvrières au Pays basque est significatif de l'ampleur de la radicalisation ouvrière et du degré d'organisation atteint malgré des conditions de répression inégales dans le reste de l'Etat espagnol.

Cela traduit aussi la force d'une avant-garde ouvrière à caractère de masse qui s'est trempée dans les luttes exemplaires de ces dernières années, notamment les deux grèves générales de Pampelune.

Contrairement à Madrid et Barcelone, le PCE loin d'être hégémonique dans le mouvement ouvrier en Euskadi, n'y représente qu'une fraction minoritaire des commissions ouvrières. Aussi est-ce à l'initiative des principales organisations révolutionnaires, notamment les deux organisations maoïstes MCE et ORT et la LCR-ETA (VI), majoritaires dans les commissions ouvrières, qu'ont été organisées les grèves générales du 11 décembre et du 11 juin.

Malgré sa démarche unitaire exemplaire, dont sa déclaration témoigne largement, la « coordination d'Euskadi des commissions ouvrières » n'a pas pu forcer le sectarisme du PC qui maintient sa propre coordination minoritaire. C'est beaucoup plus parlant que toutes les déclarations du PCE pour un syndicat unitaire et démocratique.

Aux commissions ouvrières, à la classe ouvrière d'Euskadi.

La constitution, le 20 avril, de la coordination d'Euskadi des Commissions ouvrières est le résultat d'un processus de discussion à tous les niveaux depuis la fin de l'année 74. Le premier résultat de ces réunions a été l'appel à la grève générale du 11 décembre. A cette occasion, répondant à l'appel des Commissions ouvrières qui constituent aujourd'hui la coordination d'Euskadi, la classe ouvrière et le reste de la population sont entrés en lutte contre la cherté de la vie, contre les salaires de misère; ils ont manifesté leur aspiration à la liberté, leur volonté d'arracher les prisonniers à leurs geôliers fascistes,

leur décision à lutter contre l'oppression nationale et d'exiger le droit à l'auto-détermination; ils ont manifesté en outre leur haine contre les corps de répression (garde civile, police armée, police secrète...) et exigé leur dissolution.

A l'heure où nous constituons la coordination d'Euskadi des commissions ouvrières, nous pensons que ces revendications qui ont mobilisé le peuple en ce 11 décembre restent actuelles, tout comme l'exploitation économique et l'oppression fasciste.

Tout n'a pas été facile dans ce processus unitaire. Dès le départ, s'est manifestée la faible volonté unitaire d'un secteur minoritaire autoproclamé « Commission ouvrière nationale d'Euskadi » (CONE), constituée à l'en-

contre de la majorité des commissions ouvrières d'Euskadi. Ce secteur qui s'est opposé à la grève du 11 décembre, et qui a été jusqu'à la dénoncer publiquement, a refusé systématiquement de participer à ce processus unitaire.

Notre objectif est l'unité la plus étroite de la classe ouvrière, l'unité la plus étroite de ses Commissions ouvrières. Ainsi la coordination d'Euskadi des Commissions ouvrières est ouverte à toutes les commissions ouvrières, y compris à celles qui, comme la CONE, refusent aujourd'hui la coordination unitaire de toutes les commissions ouvrières. Les appels que nous avons lancés jusqu'à présent en faveur d'un seul organisme représentatif des commissions ouvrières d'Euskadi sont plus pressants que jamais.

De même, par la constitution de la Coordination d'Euskadi des commissions ouvrières, nous voulons exprimer notre volonté de renforcer par notre présence la Coordination générale des commissions ouvrières de toute l'Espagne, pour élargir la représentativité et la démocratie en son sein et surtout rendre possible par notre présence la coordination et le renforcement des luttes de la classe ouvrière d'Euskadi, en étroite unité avec la classe ouvrière d'Espagne; faire que par notre présence, cette coordination générale des Commissions ouvrières de toute l'Espagne réponde toujours davantage

aux intérêts authentiques de la classe ouvrière.

(...)

Que dans chaque usine il y ait une seule Commission ouvrière; que pour ce faire, se réunissent tous les partisans des Commissions ouvrières et qu'ils acceptent comme position de la commission celle de la majorité, tout en respectant les droits de la minorité. Que leurs représentants soient élus démocratiquement dans chaque usine et successivement dans les différents organes de coordination des Commissions ouvrières; tels sont les objectifs principaux que nous nous fixons pour la consolidation de Commissions ouvrières fondées sur l'unité et la démocratie ouvrière, conscients que cela ne peut que les renforcer.

(...)

La constitution de la Coordination d'Euskadi des Commissions ouvrières suppose un progrès décisif vers l'unification des Commissions ouvrières d'Euskadi, qui favorisera sans aucune doute un meilleur développement de la lutte que mène la classe ouvrière d'Euskadi.

Nous adressons d'ici un chaleureux salut à tous les prisonniers politiques qui croupissent dans les prisons de Franco pour s'être dressés contre le régime d'exploitation et d'oppression qui nous écrase. Nous réaffirmons par là-même notre ferme volonté d'impulser la lutte et l'unité de notre classe et du reste de la population pour conquérir leur libération.

(..)

PARIS.

■ 10.000 manifestants à l'appel des organisations espagnoles (MCE, LCR ETA VI, FRAP, anarchistes, POUJ et français LCR, Révolution!, PSU, OCI, LO). A noter la participation à cette manifestation de la Jeunesse communiste espagnole. Le cortège est resté dynamique et combatif tout au long du parcours, de la Bastille au métro Jourdain dans le Haut de Belleville. Seul incident à noter, l'OCI qui manifestait sous les banderoles « A bas Franco ! Vive la République » a envoyé son service d'ordre contre un petit groupe de la Lirqui qui défilait entre la Ligue et Révo ! Deux militants de la Ligue ont été blessés légèrement en s'interposant.

BORDEAUX.

■ A l'initiative d'un comité de soutien aux luttes des peuples d'Espagne, une manifestation s'est déroulée à Bordeaux le jeudi 5 juin. La LCR, Lutte Ouvrière, Union ouvrière, Révolution!, le FRAP et

des comités de soutien basques ont appelé et participé à cette manifestation qui regroupait 400 personnes. C'est une première riposte face au procès... une autre initiative est prévue cette semaine sur la ville.

MONTPELLIER.

■ 1ère mobilisation à l'initiative du comité pour la défense des emprisonnés politiques, soutenue notamment par le PS, la LCR, le PSU et l'OCI. Au sit-in qui s'est tenu devant la Préfecture doit faire suite une manifestation unitaire la semaine prochaine.

METZ.

■ A l'appel de la LCR, du PSU, de la JEC, du Comité de solidarité avec les prisonnières chiliennes, du MCA et du SNESup Lettres, une manifestation de 100 personnes s'est dirigée sur le consulat

espagnol. Signalons que la CFDT des cheminots y participait sans toutefois avoir fait d'appel. Un collectif est créé pour organiser une mobilisation le 25 juin.

BAYONNE.

■ A l'appel de la LCR, de Révolution! et des militants nationalistes, 1500 personnes ont manifesté aux cris de « non aux attentats fascistes ! » « Non à l'état d'exception ! ».

CLERMONT-FERRAND.

■ Plus de 500 personnes à l'appel du PSU, de la LCR, de l'ORA, de LO, de l'UD-CFDT, des groupes femmes, de l'AJS-OCI, de l'UNEF.

PAU.

■ Manifestation le 10 avec l'Union de la gauche et la LCR : 250 personnes. Le 11, à l'appel du comité de soutien aux luttes en

Espagne, avec le syndicat CFDT de la Santé et divers militants de la CFDT, 200 manifestants ont brûlé l'effigie de Franco devant le consulat.

LE HAVRE.

■ A l'appel de la LCR, du PSU et des militants de la fédération anarchiste plus de 100 personnes ont participé à une manifestation de la Bourse du travail au consulat d'Espagne. Le dispositif policier était très important.

S.N.C.F.

■ Des militants SNCF de la CGT, de la CFDT, du parti socialiste, de la LCR, d'Avignon se sont réunis et ont décidé l'envoi de télégrammes exigeant la libération immédiate d'Eva Forest, Garmentia et Otaqui.

Syndicat CFDT des cheminots de Metz

Motion envoyée au Consulat espagnol à Metz ainsi qu'à l'agence F. Presse à la presse locale et à la presse nationale

● Le syndicat CFDT des cheminots de Metz dénonce le régime de terreur que la dictature franquiste fait subir aux travailleurs espagnols. En effet, l'état d'exception a été décrété depuis un mois au pays basque avec sa suite d'arrestations et de tortures (...)

Le conseil syndical des cheminots CFDT de Metz se déclare solidaire de la lutte des travailleurs espagnols et exige la libération immédiate des cinq militants en danger de mort, et de tous ceux qui, aujourd'hui, sont emprisonnés et torturés dans les geôles du dernier Etat fasciste d'Europe.

mobilisations!



Gamma

REPRESSION EN ARGENTINE

Il y a deux semaines (voir Rouge n° 302) nous avons analysé la crise généralisée que traverse actuellement l'Argentine - montrant que, dans ce contexte, l'accentuation de la répression - notamment contre les militants d'avant-garde, contre les travailleurs combattifs - était un des axes politiques du gouvernement d'Isabel Peron et de Lopez Rega. Depuis lors, les nouvelles qui nous parviennent d'Argentine sont chaque jour plus alarmantes. C'est par dizaines que se comptent quotidiennement les arrestations, les disparitions, les corps retrouvés atrocement mutilés.

Lundi 9 juin, une commission internationale d'avocats et de juristes rendait compte au cours d'une conférence de presse de la mission d'enquête qu'elle venait d'effectuer à Buenos Aires. Ses conclusions - dont nous rendrons compte plus longuement la semaine prochaine - sont accablantes pour le gouvernement peroniste. Le même jour était diffusé un communiqué commun des trois comités qui organisent en France la solidarité avec les travailleurs et les victimes de la répression en Argentine, dénonçant l'arrestation à Buenos Aires de militants révolutionnaires Argentins et Brésiliens, dont nous avons également rendu compte dans Rouge.

Une pétition à propos de ces cas, signée par des nombreux intellectuels et artistes européens et latino-américains circule actuellement. Nous la publions avec les premières signatures ainsi que le communiqué commun des trois comités.

COMMUNIQUE

Nous venons d'apprendre l'arrestation, au début du mois de mai à Buenos Aires, d'un groupe de révolutionnaires brésiliens et argentins - Paulo Paranaguá, intellectuel brésilien qui a vécu à Paris et a participé comme artiste au mouvement surréaliste et ses camarades, Maria Regina Pilla, Manuel Rallis, Carlos Alvarez, Susana Lobosco, Norma Espindola, Julia Venaglio, Maria Mendez, Julio Ramos, Raul Rodriguez, et Ingrid Rorr. (cf. le quotidien « La Nation » 22-5-75).

Ces militants sont accusés par les autorités argentines de « complot international » et de « participation à la guérilla ».

Nous savons de source sûre (un prisonnier politique argentin récemment libéré) qu'ils ont été sauvagement torturés par la police. Les stigmates sont même visibles sur certaines photos publiées par la presse.

Par ailleurs les trois brésiliens du groupe risquent d'être livrés à la dictature militaire terroriste du Brésil.

Les organisations soussignées protestent énergiquement contre ces violations des droits de l'homme et exigent la libération des révolutionnaires arrêtés.

CODEPA (Comité de Défense des Prisonniers Politiques Argentins)
GSPA (Groupe de Soutien au Peuple Argentin)
CISAL (Comité d'Information et de Soutien à l'Argentine en Lutte).

PÉTITION

Nous venons d'apprendre l'arrestation en Argentine du jeune intellectuel brésilien Paulo Paranaguá. Quelques uns parmi nous ont connu Paranaguá pendant son séjour à Paris comme étudiant en sociologie aux universités de Nanterre et Vincennes ou comme artiste (poète et cinéaste) du mouvement surréaliste.

Paranaguá, accusé par les autorités de « complot international subversif » est actuellement soumis à la torture par la police avec ses 11 camarades brésiliens et argentins arrêtés en même temps que lui.

Nous élevons notre protestation la plus énergique contre cette violation des Droits de l'Homme.

Nous exigeons la libération immédiate du jeune artiste Paulo Paranaguá, de sa compagne la critique d'art Maria Regina Pilla et de leur camarades Flavio Koutzli, Manuel Rallis, Carlos Alvarez, Susana Lobosco, Norma Espindola, Julia Venaglio, Maria Mendez, Juli Julio Ramos, Raul Rodriguez et Ingrid Rorr.

Premières signatures

Philippe Audoin, Elisa Breton, Jean Benoit, Simone de Beauvoir, Vincent Bounoure, Jean Luc Bedoin, Marguerite Bonnet, François Brisson, Henri Cartier Bresson, François Chatelet, Camacho, Claude Cou Courtot, Marguerite Duras, J. Doniol Valcroze, Gabriel Garcia Marquez, Georges Goldflayn, Daniel Guerin, Guy Hallart, Marianne von Hirtum, Alain Joubert, Pierre Kast, Alain Krivine, Gérard Legrand, Alain Larousse, Eric Losfeld, Maria Antonietta Macchiocchi, Joyce Mansour, Dionis Mascolo, Matta, Jean Markale, Pierre Naville, Maurice Nadeau, Mimi Parent, José Pierre, Nikos Poulantzas, Renaud, Jean Paul Sartre, Jean Schuster, Jean Claude Silberman, Laurent Schwartz, Jean Daniel Simon, Alain Tourraine, Jean Terrossian, Jacques Vallier, Pierre Vidal Naquet, Jean-Marie Vincent, André Pyerre de Mandiargues, Julia Cortazar, Jean-Michel Gautier, Jean-Christophe Bailly, Gérard Fromenger, Jacques Monory, Piotr Kowalsky, Der Kervorkian, Paul Blanquart.

Les signatures peuvent être adressées à :
Gérard Tourtillat 119, rue de Rome - 75017/PARIS.

d'ou leur vient ce pour la social dém

Petite étude sur l'opportuniste de droite

L'organisation Communiste Internationaliste (OCI) a distribué, pour appeler à son meeting parisien du 3 Juin sur le Portugal un tract reproduisant un appel du Comité de liaison des militants révolutionnaires portugais, qui serait son homologue au Portugal. Nous avons eu d'autre part connaissance de la circulaire N° 42 du 3 Juin, signée par Charles Berg, à l'intention des sections locales de l'OCI. Comme le contenu de la circulaire est exclusivement politique et qu'il éclaire utilement le tract, nous nous permettons à titre exceptionnel d'utiliser les deux documents. Ils définissent une politique à propos du Portugal. Et laquelle !

1) Le tract dit : « Les masses exploitées du Portugal ont été appelés à élire des députés. Que leur volonté clairement exprimée soit respectée : souveraineté de l'Assemblée Constituante ! Le Comité de liaison portugais précise : « La démocratie est le respect du peuple souverain ! ». Et Charles Berg ajoute : « L'Assemblée constituante est par définition la source de tous les pouvoirs (...) A un stade ou à un autre, les masses exigeront : tout le pouvoir à l'Assemblée Constituante ».

Beau festival de crétinisme électoral. Cette Constituante a été élue un an après le 25 avril, le temps que la bourgeoisie désemparée forge de nouveaux outils parlementaires. Grâce à l'apport des votes ruraux, guidés par l'Eglise réactionnaire, les élections à la Constituante expriment un rapport de force bien en retard sur l'avancée des masses ouvrières au lendemain du 11 Mars. Face au pacte de collaboration de classe signé entre tous les grands partis de la Constituante (PS inclus), et le MFA, ce n'est pas la Constituante qu'il faut avancer, mais les organes nés de la lutte, commissions de travailleurs, de locataires, de soldats... C'est là d'abord que se forge l'unité du front prolétarien. Que la démocratie ouvrière ne coïncide pas avec la démocratie bourgeoise, abstraite, avec le verdict du suffrage universel, c'est le b-a-ba du marxisme. Il faudrait le rappeler aux lambertistes portugais pour qui « la démocratie c'est le respect de la volonté du peuple »... interprétée par les urnes du parlementarisme bourgeois.

2) Logiques, les camarades concluent qu'il faut « respecter la volonté unanime des exploités : un gouvernement PSP-PCP, présidé par Mario Soares ». Et leurs disciples portugais de renchérir : « Il faut tout de suite un gouvernement Soares ». Ça urge !

Aujourd'hui, le PC et le PS retiennent les masses portugaises, les tirent

en arrière. Exiger de leur confier le pouvoir, sans piper mot des organisations d'extrême-gauche (UDP, MES, FSP, LCI, LUAR, PRP), sans mettre au premier plan les organes d'auto-organisation (commissions), c'est se faire l'auxiliaire des bureaucraties réformistes, et en rien contribuer à les démasquer aux yeux de leur base. Nous réclamons la rupture des partis ouvriers avec les partis bourgeois. Nous exigeons que les officiers du MFA prêts à rallier la révolution, acceptent de s'intégrer aux comités de soldats, de se soumettre à leur démocratie, et qu'ils rompent l'unité de façade qui les lie à des officiers de droite au sein du MFA. Nous exigeons un gouvernement des organisations ouvrières appuyé sur les comités et contrôlé par eux. Ce n'est pas en signant des pétitions au Portugal pour la réconciliation Cunhal-



Soares, comme en France pour la réconciliation Marchais-Mitterrand, qu'on fera avancer l'unité ouvrière plus vite, mais surtout en renforçant les organes de démocratie et d'auto-organisation ouvrières.

Les lambertistes portugais présentent le gouvernement Soares comme « le chemin de la démocratie et de la Révolution Socialiste ». A croire qu'en 1918 en Allemagne, ils auraient dit la même chose pour un gouvernement Ebert...

3) Le tract jubile à propos de República : « Déjà les prises de position qui se sont succédées dans tous les pays d'Europe marquent l'attachement de la classe ouvrière internationale à tout ce qui touche le

béguin ocratie?

NOUVELLES DU CAMBODGE...

*On entretient soigneusement les outils
on récupère les clous les aiguilles, les boutons.
Contre le retard économique tout le monde doit produire et vite !*

développement de la révolution portugaise ». Très prolétarien et très pur d'intention, le front pour la liberté de la presse : de Chirac à Lecanuet, en passant par Amaury !

4) Le tract annonce : « L'OCI apporte inconditionnellement son soutien au PS portugais contre les entreprises réactionnaires dont il est la cible ». Et Berg confirme en exposant les raisons de ce soutien inconditionnel : « Les masses ont voté PS car c'est le PC qui brise les grèves. Les masses ont voté PS contre le PC agent direct offensif de la contre-révolution ». Et l'OCI applaudit. Que le PC ait brisé des grèves et qu'il pratique la collaboration de classe nous le savons. Mais c'est le PS qui face au coup d'Etat du 11 Mars s'est abstenu d'appeler à la grève générale, et c'est le PS qui a condamné l'occupation de maisons vides.

Berg poursuit : « pour ses propres raisons, la social-démocratie se trouve placée à gauche de l'échiquier de la lutte de classe. En effet la social-démocratie vise à restaurer les cadres de la démocratie bourgeoise parlementaire et ce faisant elle ouvre des brèches au prolétariat ». Voilà une nouvelle version de l'étape démocratique qui vient à point pour fonder en théorie le soutien si peu critique au PS portugais.

L'opportunisme forcené de l'OCI ne suffit pas à expliquer cet irrésistible béguin pour la social-démocratie. Entre l'alliance avec les vieilles fractions molletistes de la SFIO, la prédilection pour le syndicat FO, et les amitiés particulières avec Soarès il y a un autre trait d'union : la franc-maçonnerie.

L'évacuation de Phnom Penh aura donné lieu à une considérable campagne d'intoxication. Les récits des témoins oculaires de la libération de la ville - journalistes, coopérants - ont fait justice de cette campagne (voir Rouge N° 300). Il reste à expliquer les mesures prises par le F.U.N.K. au lendemain de la victoire sur l'impérialisme.

Le manque d'informations suffisantes force à la prudence. Mais les bulletins publiés par la mission du G.R.U.N.K. en France reproduisent un certain nombre d'émissions de radio, d'articles et de nouvelles diffusées au Cambodge qui aident à restituer la situation.

Reconstruire

La récolte rizicole de 1974 semble avoir été excellente, et ces dernières années les zones libérées ont pu se nourrir, nourrir le front et même, apparemment, exporter du riz au bénéfice du F.N.L. sud-vietnamien. Mais avec la victoire, c'est environ 30 % de population en plus qu'il fallait pourvoir, alimentée auparavant par l'« aide » US. Et ce alors que de grands travaux agricoles étaient rendus nécessaire par l'arrivée de la saison des pluies. « A l'heure actuelle, déclare l'Agence d'Information Khmère, tous les habitants doivent d'urgence se rendre à la campagne pour construire des digues, faire la culture du riz de saison des pluies... » (Bulletin du 16 Mai). Les trois quart de la population de Phnom Penh étaient d'ailleurs composés de paysans réfugiés.

La question alimentaire est d'autant plus grave que le réseau de communication est largement détruit : routes coupées en maints endroits, cours du Mekong encombré d'épaves... Six semaines après la libération sa remise en état avance mais n'est pas terminée.

On peut prendre la mesure de l'ampleur du problème qu'a posé le gonflement artificiel de centres urbains sans industrialisation conséquente : « Tout le monde, hommes, femmes et enfants, fait preuve d'un haut esprit d'économie, pour le sel et le riz, tout le monde consomme

selon ses besoins, sans gaspiller, on entretient soigneusement tous les outils, on prend soin également des vêtements, des restes de tissus et on récupère les clous, les aiguilles et les boutons... », « contrairement à l'ancienne société où... même les plus petites choses d'usage courant comme les sacs de nylon, étaient importés, actuellement... les groupes de solidarité pour la production et les habitants font preuve d'un esprit de créativité extrêmement vif. On tisse des nattes avec les feuilles de palmier ou le rotin, on construit des maisons avec des produits locaux... Dans les bambous évidés ont fait des récipients, des bouteilles et des verres. Avec des débris d'obus et de grenades on fait des gourdes, des lampes et des outils » (bulletin du 30 mai).

On ne peut sous estimer les difficultés créées dans un pays comme le cambodge, économiquement encore moins développé que le vietnam, par la guerre et le retrait des américains. Tout le monde doit produire, et vite !

Un choix

Le problème de la production et de l'alimentation n'était cependant pas le seul - témoin l'ampleur de l'évacuation, comme celle apparemment de villages parmi les derniers libérés Phnom Penh pouvait devenir un abcès de fixation d'activités de sabotage et de décomposition sociale - on le voit à Saigon où le vol et le pillage armé restent difficilement résorbables. Les réseaux urbains, du F.U.N.K. existaient, des luttes urbaines s'étaient déroulées toutes ces dernières années. Le fait que Sihanouk ne soit toujours pas rentré au Cambodge confirme l'hégémonie dans le FUNK et GRUNK de « Khmers Rouges ». Cela n'aura pas été jugé suffisant.

Décision semble avoir été prise d'intégrer la population nouvellement libérée aux structures révolutionnaires des zones anciennement libérées plutôt que d'en former dans la foulée de la victoire notamment dans les « groupes de solidarité pour la production » qui sont défini comme la « force noyau et force d'impulsion » du « mouvement d'intensification de la production ». Ce sont ces organismes qui ont permis, grâce à la collectivisation du travail, l'extraordinaire résistance du peuple cambodgien.

Le moyen est évidemment radical pour consolider dans l'immédiat un rapport de force aussi bien à l'encontre d'infiltrations impérialistes ou d'une possible offensive d'éléments droitières au nom du sihanoukisme.

Mais il fait peu de cas de la participation directe aux décisions qui les concernent et de l'auto-organisation des populations des zones urbaines. De même il a facilité le déroulement de la campagne d'intoxication internationale qui a certainement trouvé échos dans le mouvement ouvrier. Si la dénonciation des termes de la propagande impérialiste a été faite (déclaration du 10 mai), l'explication des mesures prises n'a jamais été faite à l'intention de l'opinion mondiale.

La libération de Phnom Penh, comme le mouvement de reconstruction en cours, manifestent la profonde vitalité de la révolution cambodgienne. Elle permet aussi de mettre en lumière certains traits du communisme cambodgien, celui des « Khmers Rouges », qui soulèvent des problèmes, d'orientation qui doivent être discutés. Mais la priorité reste la solidarité pour la reconstruction et contre la poursuite des manœuvres de sape engagées par l'impérialisme contre la révolution comme l'a illustré l'affaire du « Mayaguez » (voir Rouge n° 301).

Pierre Rousset

ERYTHREE : UN BUREAU D'INFORMATION A PARIS

Au cours d'une conférence de presse, Abon Hassan, représentant en Europe du Front de Libération de l'Erythée - Force de Libération Populaire (F.L.E.-F.L.P.) a annoncé l'ouverture du Bureau d'information de l'Erythée (1) à Paris.

Après avoir rappelé les conditions de la lutte que mène le peuple Erythéen pour libérer son pays du joug éthiopien et obtenir l'indépendance, le représentant du F.L.E.-F.L.P. a dressé un tableau de la situation après les combats d'Asmara de février-mars 1975. L'offensive éthiopienne a été brisée autour d'Asmara, Keren et

d'Adi Caieh. L'armée éthiopienne continue cependant à intensifier la guerre, en particulier grâce à une « aide » américaine en armement dont le montant pour 1975 est 30 millions de dollars. L'aviation éthiopienne mène aujourd'hui une politique de génocide : depuis novembre 1974 47 villages ont été bombardés au napalm et le nombre des réfugiés au Soudan s'est accru de 40.000. Le Front de Libération de l'Erythée lance aujourd'hui un appel à la solidarité en faveur des populations des zones libérées (vivres, médicaments). L'intensification de la guerre a créé les conditions d'un rapprochement des deux composantes du FLE (les Forces de Libération Populaires et le Conseil Révolutionnaire) « même si l'unité complète et définitive du FLE nécessite encore des ef-

forts ». D'ores et déjà, sur le terrain un commandement militaire unique a été constitué.

DIX ANS DE REVOLUTION EN OMAN...

■ Juin 1965-Juin 1975. Depuis dix ans les révolutionnaires d'Oman luttent contre le colonialisme britannique. Leur combat est entré dans une nouvelle phase depuis trois ans, avec l'intervention de contingents expéditionnaires envoyés par le chah et le boucher Hussein. Le Comité de soutien à la révolution en Oman (auquel participe la LCR) organise un rassemblement « 6 H pour Oman » le samedi 14 juin à 19 H au 177 rue de Charonne, Paris 11^e (métro Alexandre Dumas).

Document 2

Compte-rendu effectué par Lapetit d'une réunion régionale du CDA

65

63

3

45

Document 2 is a handwritten report on a regional CDA meeting. It contains several numbered sections (65, 63, 3, 45) and lists various attendees and topics discussed, including military coordination and political issues.

Document 3

Elève-officier, il tenait déjà la queue du peloton

Document 3 is a handwritten report detailing military and political matters. It includes a list of names and addresses of participants, such as 'VIRI - tel. 53.80.03' and 'Daniel - tel. 86.21.07'. It also discusses organizational issues and the role of the CDA.



C'est arrivé demain.

En passant dans son laboratoire le dimanche matin, le jeune chercheur, impatient de voir les résultats de son expérience, est frappé par le silence qui règne sur les lieux. C'est seulement au bout de quelques minutes qu'il comprend que l'appareil d'évacuation qui doit empêcher qu'aucune bactérie ne s'échappe est en panne. Le patron, qu'il a réveillé au téléphone, n'est pas très aimable. Mais le ton change dès qu'il comprend de quoi il s'agit. Vingt minutes plus tard, il est là, accompagné d'un scientifique éminent et d'une huile de la direction.

— « Le vieux exagère » pense le jeune chercheur. Profitant d'un instant de confusion, il interroge le patron : « Pourquoi tant de monde ? C'était une expérience à moyen risque ».

— « Comment, vous ne savez pas ? Nous avons commencé la semaine dernière les travaux sur le virus de l'hépatite (1) que nous essayons d'hybrider avec Escherichia Coli (2) ».

— Mais vous aviez juré devant le personnel que ce type d'expérience ne se ferait jamais ici ! » reprend le jeune chercheur.

— Je sais. Mais l'installation marche depuis plusieurs mois sans pépin. Alors la direction renouvelle ses pressions. Il faut amortir les installations, et quelle gloire pour l'Institut si nous sommes les premiers à fabriquer le vaccin contre l'hépatite ! Plus de problèmes financiers... Et maintenant, cette panne stupide ! Si les bactéries survivent en dehors du labo, on est foutu pour dix ans... Surtout pas un mot, à personne, sinon,

demain, on aura les excités du syndicat sur le dos ! »

Les prières du patron semblent efficaces : la panne est réparée, l'incident passé sous silence. Calme plat jusqu'à la fin de la semaine... Le lundi suivant, la directrice de l'école primaire proche de l'Institut est frappée par le nombre élevé des absences. Les médecins du quartier ont observé chez plusieurs enfants une maladie bizarre : les symptômes sont proches de ceux de la jaunisse, mais l'évolution est beaucoup plus rapide. Des cultures du sang des malades ont montré, à la surprise de tous, une bactérie considérée jusqu'à maintenant comme inoffensive : Escherichia Coli. La maladie nouvelle semble très infectieuse. Plusieurs membres des familles des enfants malades sont touchés à leur tour ; le nombre des cas enregistrés augmente de façon foudroyante. Plusieurs décès le mercredi matin, dans le département des nourrissons de l'hôpital voisin. Aucun des traitements connus n'a d'effet durable sur les malades, les médecins sont désespérés. Le vendredi soir, trente morts déjà, dont trois adultes. Le ministère de la Santé est averti. Pour beaucoup de parisiens, le week-end se passe dans l'angoisse... A chaque flash d'information, les chaînes de radio annoncent de nouveaux décès : plus de cent pour la seule journée du dimanche. Il ne reste plus une seule place de libre dans les services des maladies infectieuses des hôpitaux de Paris... Lundi : réunion extraordinaire du Conseil des ministres.

Non, Rouge n'a pas commencé une série d'anticipation, et ce scénario ne se déroule pas dans un pays lointain. Ces événements peuvent, sous une forme analogue, se dérouler à Paris, dans quelques mois. Car, à l'insu de l'opinion publique, des expériences très dangereuses, des « manipulations génétiques », ont débuté à l'Institut Pasteur sans que toutes les mesures de sécurité indispensables aient été prises.

Qu'est-ce qu'une manipulation génétique ?

Chaque organisme vivant dispose d'une somme d'information, le matériel génétique, qui lui permet de créer tous les composants de son propre corps. Des développements récents de la biochimie et de la génétique permettent aujourd'hui d'incorporer, dans une bactérie, du matériel génétique provenant de n'importe quel autre organisme vivant.

Si on arrive à maîtriser cette technique, on peut obtenir des résultats spectaculaires : on peut forcer des bactéries, dont la culture est simple et très bon marché, à synthétiser des produits d'origine animale, virale, végétale, qui sont très chers et difficiles à obtenir par voie naturelle.

Ces perspectives (et leurs possibilités de commercialisation...) sont très excitantes. Mais... aujourd'hui on est encore très loin d'isoler avec précision le « morceau » du matériel génétique qui contient l'information exacte qu'on veut fournir à la

en taquinant le

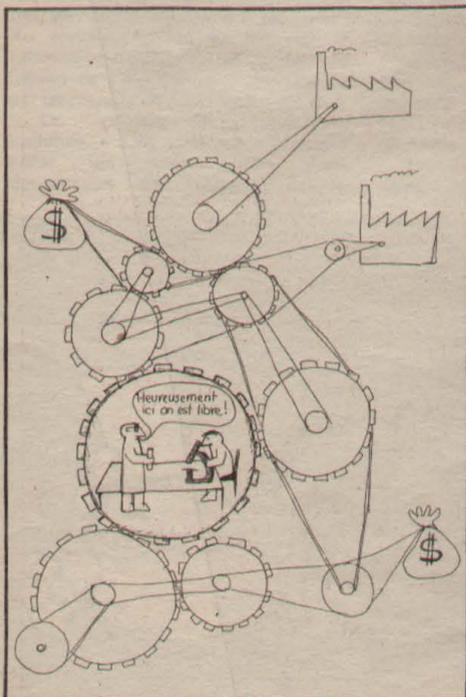
Des opérations qui aboutiront peut-être à un développement des armes bactériologiques

L'INSTITUT PASTEUR

1.800 travailleurs (200 emplois ont été supprimés récemment dans le cadre d'un « plan de sauvegarde ») répartis à égalité dans deux maisons :

a) *L'Institut Pasteur Fondation* : maison antique et vénérable, considérée par beaucoup comme le plus important centre de la recherche biologique en France. C'est une fondation reconnue d'utilité publique et à but non lucratif, c'est-à-dire une boîte privée, dont la discipline repose sur un règlement intérieur vague. La fondation est gérée par une direction omnipotente, et par un conseil d'administration composé de 22 membres bénévoles, choisis pour leur « compétence » en matière de gestion (par exemple le PDG de l'« Oreal », du « Crédit Lyonnais », etc.). Dans les locaux de l'Institut travaillent aussi 400 chercheurs et techniciens employés par des organismes extérieurs : CNRS, INSERM, éducation nationale.

b) *Institut Pasteur Production* : société anonyme à but lucratif. Les travailleurs sont embauchés sur des contrats de l'industrie pharmaceutique, fréquemment des contrats de courte durée (6-12 mois). 99 % des actions de la production sont dans les mains de la fondation. La société a été créée dans le but de l'exploitation des résultats de la recherche de la fondation et de « rentabilisation » de la recherche, pour garder la fameuse « indépendance » (i. e. absence de tout contrôle) de l'Institut. Une importante usine a été construite récemment à Louviers ; sa construction a pompé toutes les réserves de la fondation et a aggravé son déficit. Cette usine sera en équilibre, selon les prévisions les plus optimistes en 1978, et même alors, ne sera capable de couvrir qu'une petite partie du déficit de l'Institut.



bactérie. D'un autre côté l'industrie, elle, est pressée, et profite à fond de la « saine » et « naturelle » compétition entre les chercheurs, les institutions, les pays. Alors, on travaille un peu dans le noir, en mélangeant des bactéries avec des morceaux du matériel génétique, en créant des « bactéries hybrides » diverses, en espérant sélectionner quelque chose d'utile.

Dans ces conditions, la création par hasard d'espèces nouvelles de bactéries dangereuses est possible. Ces bactéries risquent de provoquer des maladies qui échappent à tous les traitements connus. On utilise aujourd'hui pour ces manipulations une bactérie très commune et non dangereuse : on risque, par la suite de transformer ces bactéries en bactéries hybrides porteuses de virus dangereux, d'anomalies humaines, du cancer, etc. Par des manipulations aveugles, et par la création de bactéries qui n'existent pas dans la nature, on risque de détruire l'équilibre biologique.

virus

-être tériologiques



Le danger est déjà considérable dans les laboratoires de recherche ; mais il sera incomparablement plus grand quand les manipulations passeront à l'étape de l'application industrielle (ce qui est de toute évidence le but final de la « manipulation »)...

La nouvelle technique ouvre aussi des perspectives « brillantes » pour le développement des armes bactériologiques...

Qui est pressé à l'Institut Pasteur ?

En France une équipe du département biologique moléculaire de l'Institut Pasteur est particulièrement intéressée par les manipulations génétiques. Les chercheurs de cette équipe sont fortement encouragés par la direction de l'Institut, qui rêve depuis plusieurs années déjà de transformer l'« Institut Pasteur Production » en une puissance industrielle. Cette « rentabilisation » de la recherche à l'Institut Pasteur rejoint bien la stratégie générale du gouvernement, qui cherche à rentabiliser toute la recherche scientifique et universitaire, c'est-à-dire à mettre la recherche au service de l'industrie privée. Pour arriver à cet but, à Pasteur, une pression grandissante est exercée sur tous les travailleurs pour qu'ils consacrent leurs efforts à des sujets commercialisables.

L'intérêt de la direction pour les manipulations génétiques, sa disponibilité à verser immédiatement des primes de risque spéciales pour les travailleurs qui vont « manipuler », primes qu'elle a toujours refusées aux autres travailleurs de l'Institut, tout cela indique clairement qu'elle n'est pas poussée uniquement par l'amour de la science...

Des rumeurs persistantes, provenant de scientifiques proches de la direction parlent déjà de la volonté d'utiliser les installations de Pasteur pour « manipuler » le virus de l'hépatite virale, en vue de la production d'un vaccin bon marché contre cette maladie. Or les manipulations sur des virus d'hépatite ont été qualifiées de « haut risque », donc interdites, par une conférence internationale des scientifiques consacrée à ce sujet.

Une assemblée du personnel du département de Biologie Moléculaire a voté contre le projet de manipulations génétiques dans le bâtiment. Une grande majorité du personnel a jugé que la hâte avec laquelle on veut absolument commencer les manipulations n'est pas justifiée, qu'on ne doit pas obligatoirement commencer par des manipulations à « moyen risque » (des travaux avec des virus qui provoquent le cancer...) comme le prévoit le projet original, et qu'enfin les mesures de sécurité proposées par la direction ne sont pas suffisantes.

Le personnel (ouvriers, techniciens et jeunes chercheurs) a des délégués dans le conseil de département, mais les grands patrons y ont la majorité absolue (car la démocratie c'est bien, mais il ne faut pas exagérer...). Le conseil du département, malgré le vote largement majoritaire du personnel contre le projet, a donc accepté de commencer des manipulations génétiques dans le bâtiment de Biologie Moléculaire. Pour le contrôle de ces manipulations, deux

commissions ont été créées par la D.G.R.S.T. (3), l'une « technique », l'autre « éthique », composées uniquement des scientifiques « importants » nommés, qui dans leur grande majorité sont intéressés personnellement par ce type de recherches. On y retrouve, curieusement, la plupart des patrons de département de Biologie Moléculaire de l'Institut Pasteur ! Mieux encore, le directeur de l'Institut, Jacques Monod siège dans la commission éthique, et le sous-directeur Elie Wollman, dans la commission technique. Dans ces conditions les travailleurs peuvent être assurés que le contrôle sur les manipulations effectuées à l'Institut Pasteur se fera avec toute l'objectivité nécessaire...

Après la décision du conseil de département de Biologie Moléculaire, les délégués du personnel ont démissionné en signe de protestation. Face à une opposition toujours grandissante des travailleurs dans le bâtiment de Biologie Moléculaire la direction a trouvé une solution « simple » : des manipulations génétiques ont commencé, en secret, dans un autre bâtiment, et dans des conditions qui violent toutes les promesses que la direction a faites en matière de sécurité.

Les manipulations se font aujourd'hui dans un des vieux bâtiments de l'Institut, dans les locaux que la direction elle-même a qualifiés de vétustes.

Les chercheurs qui « manipulent » qualifient ces expériences de « bas risque ». Ils ont refusé de donner des explications au personnel, et notamment d'expliquer pourquoi des expériences identiques sont réalisées en Angleterre dans des conditions de sécurité très sévères.

La lutte contre les manipulations prend de l'ampleur à l'intérieur de l'Institut Pasteur. Mais il ne suffit pas d'en rester là.

Pour que ça n'arrive pas demain

A travers le problème des manipulations génétiques, toute une série de questions se posent : celle du contrôle des travailleurs sur leurs conditions de sécurité, celle de la soumission de la recherche scientifique aux pressions de rentabilisation, celles des profits de l'industrie pharmaceutique réalisés aux dépens de la santé des travailleurs, celle du règne des grands patrons de la science et de la médecine, celle du contrôle de l'environnement.

Ces questions dépassent de loin le cadre de l'Institut Pasteur. Il faut que la vérité sur les manipulations soit connue largement ; la santé des travailleurs de l'Institut, des habitants du XV^e arrondissement est en jeu. Mais, plus important encore : il faut avertir l'opinion publique des dangers futurs. Demain, non seulement l'Institut Pasteur, mais des dizaines de laboratoires en France vont manipuler (on parle déjà de manipulations à l'université de Paris VII, à Orsay, à Gif sur Yvette) ; après demain, ce sera le tour de l'industrie pharmaceutique. Les dangers potentiels peuvent être plus graves que les dangers nucléaires. On peut difficilement se contenter, comme nous le suggèrent les camarades du PC... d'attendre la victoire du programme commun et la nationalisation de l'industrie pharmaceutique. La danger, lui est imminent. Il faut, dès maintenant, organiser la riposte des travailleurs.

Correspondant

Notes
 (1) Hépatite : forme grave de jaunisse.
 (2) Escherichia Coli : bactérie qui se trouve en grande quantité dans l'intestin humain normal.
 (3) D.G.R.S.T. : Délégation générale à la Recherche Scientifique et Technique. Organisme gouvernemental dépendant du premier ministre.

APPEL DES SCIENTIFIQUES

L'appel que nous lançons témoigne de notre réelle inquiétude devant les menaces que soulèvent les récentes découvertes en Biologie.

Les techniques de manipulations génétiques rendent possible dès maintenant, la transplantation de gènes d'une espèce à une autre en utilisant comme véhicule des virus.

Ces expériences font peser la menace de dissémination de nouveaux germes infectieux n'ayant jamais existés dans la nature et qui pourraient provoquer des épidémies incontrôlables.

Ces risques n'avaient pas échappé aux auteurs de ces découvertes eux-mêmes qui de leur propre initiative avaient décidé de suspendre leurs recherches. Pourtant de telles expériences ont commencé à l'Institut Pasteur et dans d'autres centres de recherche sans mesures de sécurité particulières. Les commissions de « contrôle » sont composées en majorité par les « manipulateurs » eux-mêmes. Cette étonnante précipitation s'explique uniquement par la féroce compétition scientifique pour la conquête d'éventuels lauriers et par l'espoir d'alléchantes retombées commerciales pour ceux qui financent ces recherches.

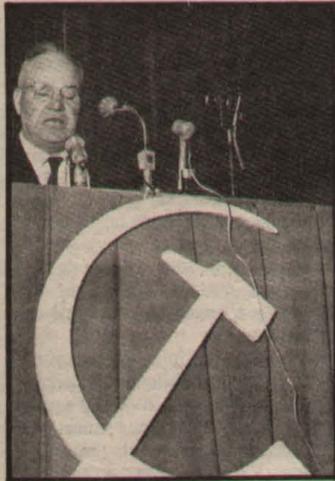
Les personnes et organisations signataires exigent :

- 1) La suspension immédiate de ces expériences
- 2) Un contrôle de tous les travailleurs et non d'experts qui se sont désignés eux-mêmes
- 3) Une véritable information accessible à tous : les projets de recherche et leurs risques possibles devront être discutés dans des débats publics.

Ces manipulations nous concernent tous
Les décisions doivent être prises par tous.
 Groupe Information Biologie (G.I.B.)

le stalinisme aux couleurs de la France

La vie de Maurice Thorez, racontée par Robrieux, devient une passionnante description du phénomène bureaucratique.



« Il y aurait beaucoup de choses à dire sur le rôle joué par le grand Staline, dans le développement du marxisme-léninisme, mais ce sur quoi je veux insister, c'est le fait que le véritable marxiste de notre époque est et ne peut être que stalinien, et nous devons avoir à cœur de nous efforcer d'être de bons staliniens, en nous inspirant de l'exemple que nous donne le meilleur stalinien français, notre cher et grand camarade Maurice Thorez »

Cette citation tirée d'une conférence prononcée par Jacques Duclos à la Mutualité le 26 mars 1953, pourrait servir d'exergue à l'ouvrage que Philippe Robrieux vient de consacrer à Maurice Thorez (1).

Robrieux, qui fut secrétaire général des étudiants communistes en 1959-60, connaît le parti de l'intérieur. Il a mené une longue et minutieuse enquête auprès de responsables anciens ou actuels du parti communiste et le résultat de son travail est d'abord une contribution de grande importance à l'histoire du mouvement communiste.

Sur bien des points obscurs ou méconnus, Robrieux apporte des informations, des explications qui forcent l'évidence. Au fil des pages, le portrait qui émerge de Maurice Thorez, débarrassé des affabulations, contre-vérités et mensonges, est nettement moins flatteur que celui dressé par les hagiographes officiels.

Le « fils et petit-fils de mineur » est en vérité fils naturel d'un épicier. Il n'est jamais descendu au fond mais était employé dans les bureaux de la mine. Le « premier prix au concours général » n'était que vingt-septième à un obscur concours. Détails sans conséquence ? Justement non ! Robrieux montre bien l'utilisation de la biographie revue et corrigée pour lancer le culte de Thorez. A partir du

moment où Staline choisit Thorez, le plus docile, le plus malléable des candidats, il lui fait fabriquer une légende de leader prolétarien sans tâches justement parce que la biographie de Thorez du point de vue stalinien, n'est pas immaculée. En 1924, il a pris parti pour Trotsky et contribua même financièrement à la publication de « Cours nouveau ».

D'autres ont été suspects pour moins que cela ! Il n'empêche ! Le monument (auto) biographique, intitulé « Fils du peuple » sera donc destiné à lancer cette image idéalisée du guide infallible. Thorez, d'ailleurs n'en a pas écrit une ligne. C'est un exclu du parti, André Viresboloviez, exploité en sous-nègre par le nègre vertigineusement. Que de chemin parcouru depuis les débuts du jeune militant du nord, enthousiaste, accrocheur, désintéressé, voué au combat révolutionnaire.

Rejeton stalinien

L'ascension rapide de Thorez dans l'appareil prend valeur de symbole : à travers cette trajectoire, c'est en fait le mécanisme de sélection des cadres dans l'Internationale stalinisée qui est mise à jour. Au moment où Thorez prend totalement en main le parti français, Staline assure définitivement sa suprématie sur le mouvement communiste international. Staline, produit de la bureaucratie au pouvoir en URSS, projette en France, Thorez, rejeton stalinien dont le sort désormais est indissolublement lié à celui du Maître du Kremlin.

L'allégeance personnelle de Thorez à Staline pèsera très lourd sur la politique du mouvement communiste.

Il ne faudra attendre désormais de Thorez, « grand baron entre les mains du prince », ni écart, ni critique. En toute occasion, toujours, il approuvera les décisions de Staline.

On pourrait être tenté de reprocher à Robrieux, une explication trop personnalisée du phénomène thorézien, qui reposerait sur une analyse psychologique du caractère faible, voire lâche de Thorez. Mais sans doute, Robrieux a raison d'insister sur ce point. Dans un système aussi hiérarchisé, où les décisions du pouvoir, descendent de castes en castes, le secrétaire général joue effectivement un rôle clef, décisif. La description, à ce point de vue que fait Robrieux du fonctionnement de la machine bureaucratique est fascinante. La réalité concrète de la vie d'un appareil bureaucratisé, telle qu'elle apparaît dans le livre, remplace tous les discours théoriques sur la

Texte intégral du discours de Maurice THOREZ à l'Assemblée

6 l'Humanité

LA DATE LIMITE pour les déclarations d'impôts reportées au 31 mars

Maurice THOREZ affirme :
"En appelant à l'union et à l'action pour sauver la paix, nous sommes dans la pure tradition du mouvement ouvrier français et international"

Chez Renault
Un piston projeté à travers l'atelier surpeuplé tue un travailleur et en blesse six autres

Accord des « socialistes » aux gaullistes sur la politique d'agression antisoviétique (386 voix contre 182)

Importantes interventions de Gilbert de Chambrun et Pierre Cot (voir ci-dessous page 2)

Un coup puissant et décisif

QUELLE doctrine que la Justice est saisie (voir ci-dessous page 2) Marcel CACHIN est demandeur (voir ci-dessous page 2)

Pour la TOUS au VÉT' d'HIV' mercredi 2 mars à 20 h. 32 (voir ci-dessous page 2) Jacques Duclos et Maurice THOREZ

Les Arts Ménagers dévoilent la pièce en roue libre

Revision du calcul du minimum vital

Ils étaient 24...

bureaucratie. Tout se décide à Moscou. « Le secrétaire général du parti français n'a plus qu'à appliquer la ligne qui lui est donnée jusque dans les moindres détails ».

Mieux informé que les autres dirigeants, bénéficiant en outre des conseils permanents de son éminence rouge, le tchèque Fried, Thorez peut reproduire au sein du parti français les rapports du pouvoir existant dans l'Internationale. Les membres du bureau politique répèrquent à leur tour, une ligne qui descend, par haut-parleur successif, jusque dans les cellules.

Ainsi se cristallise cet appareil formé autour du secrétaire général, monopolisant l'information, et le pouvoir de décision. Encore jusqu'à la guerre, les privilèges sont-ils discrets. Dans les années 50, les choses, de ce point de vue changent considérablement.

Le Parti de Maurice Thorez

le couple Thorez-Vermeersch jouit alors d'avantages matériels insensés ; les propriétés hollywoodiennes, les voitures, chauffeurs, cuisiniers, la porcelaine de Limoges, les livres reliés, les vacances sur la mer noire, les cadeaux dont d'ailleurs le secrétaire général tient une comptabilité rigoureuse, n'hésitant pas à tirer des conclusions politiques, des variations enregistrées d'une année sur l'autre !

Bref « le fils du peuple » se complait dans la luxure bourgeoise à l'heure où - rappelle Robrieux - les militants de base crèvent la faim. C'est l'époque où tout le parti - le parti de Maurice Thorez - se mobilise

pour fêter le cinquantième anniversaire de son dirigeant bien aimé. Des quatre coins de la France affluent les cadeaux. Les peintres se ruent sur leurs chevalets, les poètes se répandent, transfigurés par un tel sujet d'inspiration et le parti entonne d'une seule voix :

Notre idéal est le plus beau
Maurice porte le drapeau
L'étoile claire de Staline
Ouvre l'amour au monde entier
La route mène au socialisme
Maurice marche le premier.

On comprend qu'un système qui produit de telles aberrations, ne soit pas prêt à remettre en cause sa quiétude bureaucratique pour les aîlés de la lutte de classe. Le statu-quo commence là dans cet investissement matériel de cette couche parasitaire, dans son enracinement social au sein de système capitaliste où elle a créé sa propre société appelée à tort contre-société, puisque la bureaucratie reproduit les valeurs et la hiérarchie de la bourgeoisie.

Objet d'un culte démesuré, clef de voûte d'un système qui l'a produit et dont il est le premier bénéficiaire, Thorez va faire front, pour la première fois de sa vie aux tentatives de déstalinisation amorcées par Khrouchchev. Il a très vite saisi que remettre en cause Staline, c'est aussi s'attaquer à lui, « premier stalinien de France » et exécutant fidèle. Thorez prend connaissance du rapport Khrouchchev le 25 février 56, le jour même où Khrouchchev le prononce à huit clos devant les délégués du XX^e Congrès, mais il décide d'en cacher l'existence au parti français. « Il n'y a pas eu de stalinisme. Cette expression appartient au vocabulaire de nos adversaires » déclare-t-il le 21 novembre

fac-similé
de la première page
de l'« Humanité »
du 25 Février 1949.
Maurice Thorez
en sera
souvent la vedette

Cette
semaine

DANS L'OBJECTIF



quatre films, un livre, un chanteur

ALLONSANFAN de Paolo et Vittorio Taviani.

Lors de la restauration bourbonnienne, après l'espoir de libéralisation par les armées de Napoléon, l'Italie subit la loi de la réaction; un militant révolutionnaire, découragé, découvre soudain la douceur de vivre et la vanité du militantisme. Il se laisse quand même, par une sorte de paresse, embringer dans l'action de ses anciens camarades, et y trouve une mort stupide.

Pour les frères Taviani, qui sont un peu comme une conscience communiste (P.C.I.) du cinéma italien, ce film veut être une

sorte de méditation sur la part qui, en chacun de nous, tend vers la démobilisation ou la lâcheté. Pour le spectateur français, les accents qui sonnent le plus juste dans le film sont ceux où le protagoniste se complait dans la démission; l'opposition facile et schématique (les militants austères, le « fatigué » amateur des plaisirs de la vie) conforte les images d'Épinal sur la question. Lorsque Mastroianni se laisse entraîner de nouveau dans l'action, le film prend un certain ton comique dont on se demande s'il est ou non volontaire; l'obstination que ce pauvre type met à se défilier, la malchance avec laquelle ses camarades lui font de nouveau confiance...

P.L.T.

jamais qu'une pseudo-distan-
ciation bien artificielle; après
tout, que l'acteur le dise ou
qu'on le lise avant sur le
générique, quelle différence ?
P.L.T.

STRATEGIE DES BAINS DE SANG, de Noam Chomsky, aux éditions du Seuil.

Du génocide comme méthode de domination de l'impérialisme. Les massacres comme la torture, comme les expéditions militaires, ça se planifie. Un éclairage radicalement nouveau sur les innombrables Oradours perpétrés par l'armée U.S. et ses fantômes au Vietnam et dans tout le Sud-Est asiatique. Les libéraux américains parlent d'« excès regrettables », font condamner le lieutenant Calley puis... le relâchent. Chomsky montre qu'il n'y a là ni « excès », ni « bavures » mais une méthode de gouvernement: les « bains de sang » de population civile sont ouvertement conçus comme contre-feu au développement de la lutte de libération nationale. La réponse de l'aile la plus lucide de la « Gauche » américaine à ceux qui, aux U.S.A., ont fait de l'Archipel du Goulay leur livre de chevet.

1956. Il n'y aura pas non plus de rapport Khrouchtchev. Dès lors, tous les efforts de Thorez pendant les dernières années de sa vie vont porter sur la sauvegarde de son passé. Il n'hésite pas à comploter avec la vieille garde stalinienne qui cherche à renverser Khrouchtchev, il s'allie même avec le grand pourfendeur du révisionnisme moderne, Mao lui-même.

Tout juste consent-il à regretter qu'à la fin de sa vie Staline ait cessé d'être... un bon stalinien.

Interrogation sur le présent

Avec le discernement qui le caractérise, Marchais a qualifié le livre de Robrieux de « Regots anticommunistes de bas étage ». Marchais a, il est vrai, de bonnes raisons de s'empourprer. Son portrait dressé par Robrieux n'est pas à son avantage. Intrigant, servile exécutant, il a grandi sans gloire dans l'ombre de Thorez, à qui il doit sa fulgurante ascension. Déboulonner l'énorme statue, taillée dans le granit de la falsification et du mensonge de celui qui trente années durant, présida aux destinées du stalinisme français, c'est aussi inévitablement interpellé le parti communiste sur son actualité.

De même que Thorez ne pouvait accepter une critique du stalinisme qui l'amènerait en fait à remettre en cause sa vie, de même la direction du PCF ne peut supporter cette introspection dans son histoire qui conduit à l'interrogation sur son présent. N'oublions pas, en effet, que jamais les responsables du Parti communiste n'ont fait d'autocritique individuelle ou collective sur les monstruosité qu'ils ont commises au nom d'un idéal qu'ils ont bafoué. Le présent du parti communiste c'est la continuation du passé avec d'autres moyens.

Au moment où Marchais disserte devant le comité central sur le « stalinisme » en URSS, en étudiant soigneusement la question de la gangrène stalinienne dans le parti français, le livre de Robrieux vient à point pour rafraîchir les mémoires courtes.

Le stalinisme c'est les autres, proclame Marchais. Trop facile ! En rappelant ce que fut le stalinisme « aux couleurs de France », Robrieux, communiste sans carte, fait œuvre de militant.

Le communisme, en effet, ne se construira que sur les ruines du stalinisme.

A.C.



Tina Turner joue et chante « Acide Queen » dans « Tommy ».

TOMMY de Ken Russel.

0 = 0 + 0

Ken Russell s'est taillé une réputation de grand pathétique de l'écran à travers des films comme « les Diables », « Music lovers », etc. Ces films déjà n'évitaient pas toujours l'écueil du grand guignol, de l'« image-choc » gratuite et sanguinolente. Avec Tommy, le summum de cette art de boucher (ou d'égouttier) est atteint: cris, merde et gesticulations, le tout sur un fond de freudisme à la Franca-Dimanche. Lamentable. On ne comprend pas très bien ce que le Whos sont venus faire dans ce cloaque.

LE HAREM de Marco Ferreri.

Ne vous laissez pas prendre: la démagogie féministe dissimule mal le vaudeville bourgeois le plus plat. Une jeune fille de (bonne) famille s'ennuie à mourir sans ses trois soupirants. Elle les réunit en harem dans une superbe villa de la côte dalmate. Mais les trois lascars se révoltent... Si la libération des femmes c'est ça, c'est Jean Cau qui a raison.

LES ORDRES de Michel Brault.

Description de la répression politique au Québec contre les autonomistes, à la suite d'une vague de terrorisme, ce film pêche par manque de clarté politique, ce qui est ennuyeux pour un film politique. En effet, que nous montre Brault ? A la fois que la répression arbitraire frappe des innocents — et que les gens frappés sont, par leur fonction dans la société québécoise, leur activité, des ferments de lutte ou de conscience. Aucun concept de lutte de classe, là-dedans, aucune analyse du phénomène terroriste ou de l'idée nationaliste québécoise. Quant au procédé qui consiste à faire dire à l'acteur: « je suis untel et je joue le rôle de machin », ce n'est

C'EST PAS GRATUIT !

Yvan Dautun,
tous les soirs à
23 h 30 à la Pizza
du Marais. Entrée: 20 F

Il est marrant mais pas seulement. Côté musique, ce n'est pas le démenagement de décibels, mais y a pas que les grosses sonos qui font de bons trucs. Ce n'est pas directement « politique » ce qui ne veut pas dire qu'elle est absente. Enfin, c'est bien pour qui se donne le plaisir d'écouter. Ce ne fut pas le cas d'une dizaine de brail-lards au rassemblement lycéen d'après Pâques à Vincennes. Ça ne leur plaisait pas. Ils l'ont empêché de chanter. Écœurant. Y a encore beaucoup à faire !

(1) Maurice Thorez, vie secrète et vie publique par Philippe Robrieux (Fayard) 59 F (47 F à la librairie Rouge).

QUEL QUOTIDIEN ?



LE PREMIER MILLION

Le 11 juin 1975 nous n'avons que le premier des 200 millions d'anciens francs nécessaires au quotidien Rouge. C'est un premier pas, sans effort, avant que ne soit réellement lancée, à plein, la campagne. Nous nous sommes fixés un premier « rendez-vous financier » pour le 30 juin avec comme objectif 10 millions. Il en manque donc 9. En trois semaines ça sera quand même difficile d'y parvenir : on jugera sur ce premier test avant les vacances.

ORLEANS :

La collecte est en nette augmentation par rapport à la semaine dernière. Nous envisageons de projeter un film d'ici la fin juin. Quant aux ventes, elles ont augmenté en flèche : presque 50 % depuis le N° 297. Une critique : le N° 303 est un peu trop « pointilliste » : une page de points chauds, une de notes « en vrac », une de « notes internationales ». L'Espagne mériterait de plus amples développements, une page c'est toujours un peu maigre quand il s'agit du sujet de la couverture. 4 pages sur les années 20 c'est en comparaison beaucoup trop. Il aurait fallu parler un peu plus du livre de Trotsky sur l'art de la guerre que la note ridicule qui lui est consacrée.

H.E.C. PARIS :

La campagne pour le quotidien a commencé à H.E.C. (...) un tract appelle à soutenir et à acheter Rouge nouvelle formule. A la table que nous tenons chaque semaine à la sortie du R.U nous avons obtenu des résultats très satisfaisants : — 6 Rouge vendus en plus de ce que l'on vend habituellement, — 35 élèves ont donné 300 F en tout (certains camarades du PCF ont donné), — quelques professeurs ont donné 170 F, — les 6 membres du comité rouge ont donné 600 F pour juin et juillet. Total : plus de 1000 F. D'autres souscriptions auront lieu à H.E.C., chacun s'étant engagé à verser encore pour le quotidien. Même à H.E.C., bastion de l'idéologie dominante, la campagne pour le quotidien a un écho non négligeable et la nécessité d'un quotidien révolutionnaire peut être comprise !

Comité rouge H.E.C.

ANGOULEME :

Ci-joint 30 F pour le quotidien. Nous nous engageons ma compagnie et moi-même à verser 300 F après le coup dur des vacances. Salutations communistes.

S.C.R.

post-scriptum : Rouge nouvelle formule est bien meilleur.

SOLDE ANTERIEUR	2840,00
Orléans	302,00
C.R. et S.R.Laroche/Yon	30,00
T.T.manceuvre	
à La Rochelle	50,00
Anonyme Mont-de-Marsan	100,00
P.D. enseignant	
Lille	100,00
O.H. Lille	100,00
G.S. Lille	750,00
P.V. étudiant	
Lille	30,00
D.B. Fougères (35)	130,00
Des cheminots de	
Masséna Austerlitz	185,00
Sympathisants Angers	400,00
2 sympathisants St-Dizier (52)	1000,00
R.C. Maisons-Alfort	200,00
M. étudiant	
Villetaneuse	10,00
L.T. Beauchamp (95)	150,00
Y.M. Fontenay-aux-Roses	150,00
B.F. Antony	100,00
Deux vieilles dames	
de St-Raphaël	65,00
J.L. Grenoble	100,00
A. Vichy	100,00
Besançon	1000,00
Auxerre	260,00
Auxerre	100,00
R.B. Nice	100,00
Anonyme Lyon	50,00
Comité Rouge H.E.C.	1076,00
P.S. Paris 9°	300,00
Y.M. Villedor/Saône	200,00
J-L. L. Mathieu (14)	100,00
D.B. et B.G. Rennes	200,00
D.P. Dreux	50,00
Dijon	150,00
C.M. St-Lizier (09)	28,00
Pau	290,00
Orsay	100,00
J-P. P. Castillon	
en Couserans (09)	50,00
TOTAL	10946,00

Ce qui pose problème, c'est ce que sera le quotidien et à qui il s'adressera. La discussion est évidemment politique et c'est par là qu'il faut commencer pour gagner la bataille du quotidien.

Au sein de la LCR ce débat commence. Pourquoi ne commencerait-il pas aussi dans des cercles plus larges autour de nous ?

Dans quels termes faut-il mener la discussion sur le journal ? D'abord en précisant pourquoi nous voulons un quotidien, pourquoi c'est l'instrument indispensable des luttes et des mobilisations qui, elles, sont en effet quotidiennes. Ensuite en envisageant les rapports entre un nouveau système de presse - qui inclut le quotidien, Marx ou Crève, Inprécoc, les Cahiers de la Taupette et la construction d'un parti révolutionnaire. Le quotidien est l'un des instruments de ce projet dont nous avons précisé les termes lors du congrès constitutif de la LCR.

Certes, il rendra compte au jour le jour de chaque lutte, dans les entreprises, des expériences de démocratie ouvrière, des revendications qui actuellement tendent à s'unifier dans la classe ouvrière. Il continuera à exprimer la tactique et la stratégie des organisations du mouvement ouvrier tant syndicales que politiques, à en faire la critique et à proposer chaque fois que ce sera nécessaire une perspective conforme aux intérêts des travailleurs. Il ne cessera pas de dénoncer toutes les saloperies du régime Giscard-Ponia et ne manquera jamais d'indiquer les termes de la riposte.

Quoi encore ? Il est certain que le journal communiste que nous envisageons abordera bien d'autres

questions qui peuvent être discutées dès maintenant. Dans les Groupes Taupette parle-t-on jamais des conditions de travail, de la formation permanente ? Dans les cercles d'étudiants ou de lycéens ne fait-on jamais la critique du contenu de l'enseignement ? Et puis, le sport, la recherche médicale et scientifique, l'écologie, la création artistique ne sont-ils pas des domaines dans lesquels nous avons tous quelque chose à dire ? Les jeunes des MJC et des ciné-clubs n'ont-ils pas une expérience culturelle qui donne matière à information ou à discussion ?

En bref, quelle vie quotidienne et en général, car c'est de cela dont-il s'agit, quel socialisme voulons-nous ?

Ce sont, en gros, les termes d'un débat qui motivera certainement de larges secteurs d'un public potentiel pour le quotidien. Débat dont-il faudra informer le comité de rédaction de « Rouge nouvelle formule ».

LECTEURS A VOS PLUMES !

Ecrivez-nous pour dire quel quotidien vous souhaitez, nous présenterons des synthèses des suggestions que vous aurez faites.



SOUSCRIVEZ

Pour la sortie de Rouge Quotidien en janvier 1976

<p>Je verse aujourd'hui F</p> <p>Je m'engage à verser F</p> <p>chaque mois F</p>		<p>Nom (facultatif)</p> <p>Prénom</p> <p>Adresse</p> <p>Profession</p>	
--	--	--	--

Chèques ou mandats à l'ordre de P. Chenot. A renvoyer à ROUGE, 10, impasse Guéméné, 75004 Paris.

POUR LE QUOTIDIEN ROUGE

TOUS A PARIS

AUX HALLES DE LA VILLETTE

LES 18-19 OCTOBRE 1975

Fête Forum — Gala — Rassemblement

des cars seront organisés au départ des principales villes de France et des principales capitales européennes.